

Sinaseli TSHIBWABWA

Les 12 erreurs politiques du Président Laurent-Désiré Kabila
Vers un deuxième échec des Progressistes congolais ?

Éd. Congo-CRITERE-B. & Longeshà's



Les 12 erreurs politiques du Président Laurent-Désiré Kabila
Vers un deuxième échec des Progressistes congolais ?

© 2015 by Sinaseli TSHIBWABWA

Tous droits réservés.

Publié par les Éditions **Congo-CRITERE-B & Longeshà's**
Longeshas2014@gmail.com

AUTEUR :



Sinaseli TSHIBWABWA est Agrégé de l'Enseignement Supérieur et Docteur en Sciences Zoologiques (Ichtyologie). Expert en Biodiversité des Poissons d'Eau douce d'Afrique (découverte de huit espèces de poissons nouvelles pour la Science dans les bassins du Congo et de Basse-Guinée) et en Écologie des Eaux continentales. Carrière scientifique à l'Université Nationale du Zaïre/Institut Supérieur Pédagogique de la Gombe-Kinshasa/Département de Biologie. Chercheur indépendant.

«Les 12 erreurs politiques du Président Laurent-Désiré Kabila. Vers un deuxième échec des Progressistes congolais ?» est l'expression d'un sentiment de révolte et de grande déception envers ceux qui, hier dans leur exil, pourfendaient avec raison et sans état d'âme, le régime dictatorial de Mobutu. Une fois installés au pouvoir, ils ont empilé erreurs sur erreurs en un an de règne, devenant pires que le régime qu'ils combattaient, avec en prime, l'infiltration massive des étrangers dans toutes les structures de l'État. Où sont passés ces critiques d'hier ? Le pouvoir semble les avoir enivrés au point d'inhiber leur capacité d'analyse ou de perception de la dérive dictatoriale qui s'installe de nouveau en R.D. Congo. Leur silence assourdissant prédit déjà le deuxième échec du mouvement progressiste congolais.

Du même auteur :

- 2016.- Barrage Grand Inga : Son avenir est-il compromis ? Réfutation des arguments de ses opposants. Partie 1 : Historique du Projet d'Inga. Analyse en ligne sur www.desc-wondo.org.
- 2015.- Regard critique sur le discours du Président Kabila du 14 décembre 2015 : Colère, désillusion et désespoir dans la population congolaise. Analyse en ligne sur www.desc-wondo.org.
- 2015.- Afrique centrale : Pour plus de vision dans le dossier de transfert des eaux du Bassin du Congo au Lac Tchad. *Le Papyrus, Mensuel d'informations sur la science et la technologie*, N° 13, Sept., 2015 ; pp. 4 - 12. Analyse en ligne sur www.desc-wondo.org et www.assomar.org.
- 2015.- Le projet Transaqua : Antidote au terrorisme de Boko Haram ou Projet du moyen-âge ? Analyse en ligne sur www.desc-wondo.org et www.assomar.org
- 2015.- Eau-Secours-Congo R.D. : Journée mondiale de l'eau-2015. *Le Papyrus, Mensuel d'informations sur la science et la technologie*, N° 09, Mai, 2015 ; pp. 6 - 11.
- 2014.- Transfert d'eau du bassin du fleuve Congo au Lac Tchad : Éléments pour une prise de décision éclairée. Analyse en ligne sur www.desc-wondo.org et www.assomar.org.
- 2007.- Genus *Labeo* Cuvier, 1817. In Stiassny, M.L.J., G.G. Teugels and C.D. Hopkins, eds: *The Fresh and Brackish Water fishes of Lower Guinea, West-Central Africa*. Éd. IRD-Publications scientifiques du Muséum-MRAC. Collection Faune et Flore Tropicales, Paris, **42**, Vol. 1: 550-562.
- 2007.- Les zones poissonneuses en R.D. Congo. Document inédit, revu et corrigé, Montréal ; 31p.
- 2006.- Description of a new species of *Labeo* (Teleostei: Cyprinidae) from the lower Congo River. *Zootaxa*, **1214**: 33-44 (en collaboration avec M.L.J. Stiassny et R.C. Schelly).
- 1997.- Plan-Directeur pour l'Environnement et Conservation de la Nature en R.D. Congo. Document inédit réalisé dans le cadre de la thèse annexe/ Namur. 35 p.
- 1996.- Comparaison de la morphologie des écailles examinées en microscopie électronique à balayage chez deux espèces africaines du genre *Labeo*. *Cybiurn*, Paris, **20** (4): 359 - 367 (en collaboration avec G.G. TEUGELS).
- 1995.-Contribution to the systematic revision of the African Cyprinid genus *Labeo* (Teleostei, Cyprinidae) - species from the Lower Zaire river system. *Journal of Natural History, London*, **29**: 1543 - 1579 (en collaboration avec G.G. TEUGELS).
- 1987.-Schémas de Zoologie. **U23**. Ed. C.R.P.- Kinshasa, Zaïre. 140 p.
- 1985.-Contribution à l'étude des vers parasites du tube digestif des crapauds du genre *Bufo regularis* (Amphibia, Bufonidae). *Cahiers de l'ISP-Gombe, Kinshasa, Zaïre*, **IV**, 1: 244 - 255 (en collaboration avec K. NGONGO).
- 1982.-Contribution à l'étude de la morphologie en microscopie électronique à transmission du réservoir de la glande séricigène des larves de *Galleria mellonella* L. (Lepidoptera, Pyralidae, Galleriinae). *Cahiers de l'ISP-Gombe, Kinshasa, Zaïre*, **2**(2) : 162-173.
- 1982.-Comment réussir en travaux pratiques de Zoologie en premier graduat, option : Biologie-Chimie. Première partie. **U9**. Ed. C.R.P. Kinshasa, Zaïre. 44 p.
- 1981.-Botanique. Première année Secondaire. Ed. Samafos, Kinshasa. 195 p. Manuel agréé par le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire du Zaïre. Publié grâce au financement de la Coopération Technique Belge à Kinshasa (en collaboration avec Ntotela, M. et J. Deflandre).

Les 12 erreurs politiques du Président Laurent-Désiré Kabila

Vers un deuxième échec des Progressistes congolais ?

Sommaire

Introduction	1
Première Partie : L'avant-Kabila	3
1. Le Congo-Zaïre de Mobutu	3
2. Vers la démocratisation du Zaïre	5
3. Atermoiements funestes de Mobutu	6
4. Le sang des Rwandais redonne de l'espoir à Mobutu	9
5. Qu'est-ce que l'AFDL ?	12
6. Rencontre Kabila-Mobutu : Négociations ou Passation de pouvoir ?	13
7. L'heure des Progressistes congolais a-t-elle sonné de nouveau ?	18
Deuxième Partie : Les 12 erreurs politiques du Président L.D. Kabila	21
1. Première erreur politique de Kabila : Absence de cadre légal pour la gestion des affaires de l'État	21
2. Deuxième erreur politique de Kabila : La sécurité du territoire national n'est pas la priorité des priorités pour le Gouvernement de Salut Public	23
3. Troisième erreur politique de Kabila : Absence d'un projet de société cohérent et diffusion d'une idéologie dépassée	25
4. Quatrième erreur politique de Kabila : Suspension des partis politiques et organisations non gouvernementales	26
5. Cinquième erreur politique de Kabila : Nomination des étrangers à des postes stratégiques et névralgiques de la nation	28
6. Sixième erreur politique de Kabila : Rejet de toutes les résolutions de la Conférence Nationale Souveraine (CNS)	29
7. Septième erreur politique de Kabila : Suppression des libertés d'expression et d'opinions	29
8. Huitième erreur politique de Kabila : Non-respect des droits de l'Homme	30
9. Neuvième erreur politique de Kabila : Arrestations arbitraires et mise à l'écart de ses compagnons de lutte	31
10. Dixième erreur politique de Kabila : Le tribalisme et le régionalisme	33
11. Onzième erreur politique de Kabila : Manque de diplomatie vis-à-vis de la communauté internationale	35
12. Douzième erreur politique de Kabila : Refus de démilitariser les <i>Kadogo</i> (enfants-soldats)	37
Troisième Partie : Vers un deuxième échec des Progressistes congolais ?	39
Conclusion	40
Post-scriptum	41
Remerciements	41
Annexe 1 : Vues de l'entrée des soldats «Kadogo» de l'AFDL sur le Boul. du 30 Juin à Kinshasa, le 17 mai 1997 à 17 H00	43
Annexe 2 : La marche du Zaïre au Congo : 1996-1998	44
Références bibliographiques	56

Les 12 erreurs politiques du Président Laurent-Désiré Kabila
Vers un deuxième échec des Progressistes congolais ?

Introduction

La situation politique en République Démocratique du Congo et la crise multiforme qu'elle a engendrée interpellent les Congolaises et les Congolais sur plusieurs points. Ils doivent contribuer à la recherche des moyens à mettre en œuvre pour, d'une part, relancer le processus démocratique bloqué par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL, en sigle) et, d'autre part, sortir le pays de la crise. C'est un effort national.

Toute réalité, aussi brillante soit-elle, a des ombres, la réalité congolaise ne fait pas d'exception. Mais, pour voir ces ombres, il faut prendre des distances et du temps afin de ne pas être ébloui par les effets de façade ou par une vision rapide et partisane. Le Président Kabila a libéré le pays de la dictature de M. Mobutu. C'est une réalité. Mais, cette libération a été vite ternie par de nombreuses erreurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Ces erreurs sont brièvement décrites ici.

L'AFDL se réclame héritière de l'idéologie de Patrice Lumumba et de Pierre Mulele. Elle réunit en son sein tous les partis progressistes congolais ayant comme fond commun le marxisme-léninisme enrichi du maoïsme et d'autres proches idéologies. Les nombreuses erreurs accumulées en un an de pouvoir sans partage par le Président Kabila, l'une des têtes de proue du mouvement progressiste congolais, semblent annoncer un deuxième échec des Progressistes au Congo. Et pourtant, certaines de ces erreurs auraient pu être évitées si l'AFDL avait pris la peine de relire le catéchisme en Swahili du Parti de la Révolution Populaire (P.R.P.) de Laurent-Désiré Kabila, catéchisme intitulé « *Makosa saba katika mapinduzi ya Kwanza* » ou les sept erreurs dans la première révolution, publié en 1967 dans son maquis de Fizi-Baraka. La répétition de ces erreurs est-elle le fait du hasard ou les Progressistes congolais font-ils réellement aujourd'hui figure de fossiles vivants de l'histoire du marxisme-léninisme à la congolaise ?

Nous sommes conscient du fait que dans un an de règne, même un magicien ne pouvait pratiquement pas transformer le paysage politique et économique d'un pays lorsqu'il n'a pour tout héritage qu'une économie sinistrée et une situation politique plus que confuse. Kabila non plus ne pouvait rien faire en un an ! Quel drôle d'excuse ! Mais, ne fallait-il pas alors, même d'une manière diplomatique, donner des signaux clairs et nets dans toutes les directions pour, d'une part, *déconstiper* la classe politique congolaise et redonner de l'espoir à notre population et, d'autre part, apaiser les milieux extérieurs pourvoyeurs des capitaux sans lesquels notre économie ne peut connaître une véritable relance ? C'est pourquoi, il nous semble très peu raisonnable de se taire, que l'on soit acteur associé, spectateur ou victime du pouvoir en place.

La présente plaquette est l'expression d'une révolte, une réaction contre l'injustice, l'intolérance et la violence sous toutes ses formes dans notre pays. Elle comprend trois parties essentielles : 1)- l'avant-Kabila ; 2)- les 12 erreurs politiques du Président Kabila ; 3)- vers un deuxième échec des Progressistes congolais. La

première partie fait un rapide survol de la situation avant Kabila, c'est-à-dire la situation au pays de Mobutu. La deuxième partie décrit les douze erreurs politiques du Président Laurent-Désiré Kabila après un an de règne sans partage. La troisième partie brosse un bref portrait du parcours des Progressistes congolais et prédit, au vu de leurs méthodes de gestion des affaires de l'État, leur deuxième échec au sommet du pouvoir au Congo. Enfin, une petite conclusion termine notre réflexion. Une chronologie de principaux événements de janvier 1996 à mai 1998 est donnée en annexe pour fixer les idées et situer certains faits repris dans cette plaquette.

PREMIÈRE PARTIE

L'AVANT-KABILA

1. Le Congo-Zaïre de Mobutu

Lorsque, le 24 novembre 1965, le Lieutenant-Colonel Joseph-Désiré Mobutu prend le pouvoir par un coup d'état militaire en République Démocratique du Congo, le peuple congolais, fatigué par les guerres de sécession et les conflits ethniques, applaudit et soutient la junte militaire. Toutes les institutions démocratiques (le Sénat, le Parlement, les partis politiques) sont muselées, puis supprimées. M. Mobutu crée en 1966 son premier parti politique, le Corps des Volontaires de la République, en sigle C.V.R. M. Mobutu change, le 27 octobre 1971, le nom du pays : la République Démocratique du Congo devient la République du Zaïre. Il supprime les prénoms chrétiens et s'octroie lui-même un nom kilométrique : Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Zabanga. C'est la politique de l'Authenticité, ou plutôt, la crise identitaire du Lieutenant-Colonel Mobutu, élevé déjà au grade de Général, qui est étendue à tout le peuple. Dans l'entre-temps, le parti C.V.R. s'est transformé, depuis avril 1967, en Mouvement Populaire de la Révolution (M.P.R.). Ce mouvement politique deviendra le parti unique regroupant tous les Zaïrois. Un des articles du Manifeste de la N' Sele, le livre vert du M.P.R., stipule que «*tout zaïrois, dès sa naissance, est membre du M.P.R.*» Des slogans tels que «*Olinga, olinga te, ozali kaka na M.P.R.*» (D'accord ou pas, vous êtes membre du M.P.R.), «*le M.P.R. avant tout, le reste immédiatement après*», «*Mobutu le Timonier, le Guide éclairé*», «*le Père de la Nation*», «*le Président Fondateur*» sont diffusés à longueur des journées à la Radio, à la Télévision nationale et dans toute la presse écrite. L'animation politique, sorte de danses populaires pour honorer le Guide Mobutu, est imposée sur toute l'étendue du Zaïre. Chaque entité, chaque entreprise, chaque école, chaque université *doit* avoir et entretenir son groupe d'animation politique. Tout le monde danse ! C'est par-là qu'on juge le degré de militantisme ou le degré d'attachement des citoyens aux idées du Guide. Le Shaba (Katanga) obtiendra, avec grande distinction, le diplôme de danse et d'animation politique avec son groupe choc dénommé les «*Bana Shaba*» (Enfants du Shaba) et sera qualifié de *région révolutionnaire* par le Président Mobutu ! Le *Djalelo* (Ce jour), une des chansons des «*Bana Shaba*» empruntée à la tradition Luba du Katanga, deviendra quelques années plus tard l'hymne au dieu Mobutu. En voici un couplet :

« *Djalelo tubanjilanga ye ééh, Mulopwe Mobutu !*
Réfrain : Djalelo tubanjilanga ye ééh, Mulopwe Mobutu !
Si ubamumone mubanjile Sese Seko
Si ubamumone mubanjile Wa Za Banga
Si ubamumone mubanjile Mukulu wa Ntanda,... ! »
(Ce jour, louons et admirons, le Mulopwe Mobutu
Lorsque vous le voyez, admirez et louez Sese Seko
Lorsque vous le voyez, admirez et louez Wa Za Banga
Lorsque vous le voyez, admirez et louez le Chef suprême,...).

Ainsi, le Président Mobutu est déifié. Pendant que l'on joue le *Djalelo*, on le voit de temps à autres descendre des nuages à la Télévision nationale. Il crée le Mobutisme et cette nouvelle philosophie est enseignée dans les écoles. Son parti, le M.P.R., finit par digérer toutes les fonctions de l'État et à s'y substituer à partir du mois d'août 1974. Il deviendra plus tard le *MPR-Parti-État*. Pendant cette longue période que les Mobutistes *convaincus et convaincants* tels que Sakombi Inongo, Duga Kugbetoro, Kithima Bin Ramazani, Mpinga Kasenda, Gabembo Fumu wa Utadi, Kangafu, Nzujji wa Mbombo, Kisombe, Nzanda Buana et tant d'autres appellent *période de maturation du M.P.R.*, le pays va présenter de nouvelles caractéristiques : appauvrissement du peuple et enrichissement malhonnête d'une minorité, aliénation et pillage systématique du patrimoine national, malversations et gabegies financières, corruptions à tous les niveaux du pouvoir, inversion des valeurs morales et spirituelles, impunité des responsables et absence de toute volonté politique de redresser la situation. On vit dans une société de mille et une contradictions. On assiste à un rétrécissement des facultés d'analyse rationnelle de la crise politique et socio-économique chez la plupart de nos compatriotes très absorbés dans la recherche des moyens de survie et meurtris par l'appareil répressif du dictateur Mobutu. Le peuple se rendit compte que le flambeau du Guide Éclairé Mobutu s'était éteint depuis longtemps. Le Guide évoluait dans l'obscurité. Il avait perdu le sentier du développement depuis belle lurette. Dans son aveugle orgueil et dans l'obscurité totale, Mobutu le Timonier, fit échouer le bateau-Zaïre sur un banc de sable. Tous ses projets de faire du Zaïre une grande nation au cœur de l'Afrique échouèrent. En effet, les vastes programmes tels que *Retroussons les manches, Agriculture-priorité des priorités, Esprit de Salongo, Zaïrianisation, Objectif 80, Salongo nouvelle formule, Programme agricole minimum (PAM)*, ne connurent aucun succès. Aucun bilan ne fut jamais établi. Si l'autocritique fut faite à certaines occasions (par exemple, les *Dix fléaux du Zaïre*) pour calmer les tensions internes et surtout pour donner l'impression aux pourvoyeurs des fonds extérieurs qu'il y avait une volonté politique de redresser la situation, aucune action ne fut jamais entreprise pour assainir les finances du pays ni stopper les mauvaises habitudes des cadres dirigeants. C'était la République de l'impunité.

2. Vers la démocratisation du Zaïre

C'est dans ce sombre contexte que Mobutu, devenu Maréchal du Zaïre, annonce, le 14 janvier 1990, les Consultations populaires. La population est invitée à faire la critique du régime et à proposer des solutions pour redresser la situation socio-économique catastrophique du pays. De janvier à mars 1990, le Maréchal Mobutu recueille en personne les résultats de ces consultations. De la région (province) du Haut-Zaïre à la région du Kivu, la population réclame la fin du Mobutisme et le départ de Mobutu. Il ne peut soutenir ces révélations. Il confie la tâche à Mokolo wa Mpombo, un de ses frères, proche collaborateur et patron des Services de Sécurité. Dans toutes les autres régions du pays, y compris son fief de Kinshasa et dans sa propre région de l'Équateur, tout le monde réclame la même chose : Mobutu et le MPR-Parti-État doivent partir ! À ce sujet, on se rappellera la virulence du mémorandum des fonctionnaires du Département (Ministère) des Affaires

Étrangères ou encore la profondeur des mémorandums de l'Église catholique et du personnel enseignant des instituts supérieurs et université de Kinshasa. Les Services de Sécurité tenteront de trafiquer certains de ces mémorandums pour présenter au Guide des doléances plus modérées, plus supportables par sa fine et très sensible oreille !

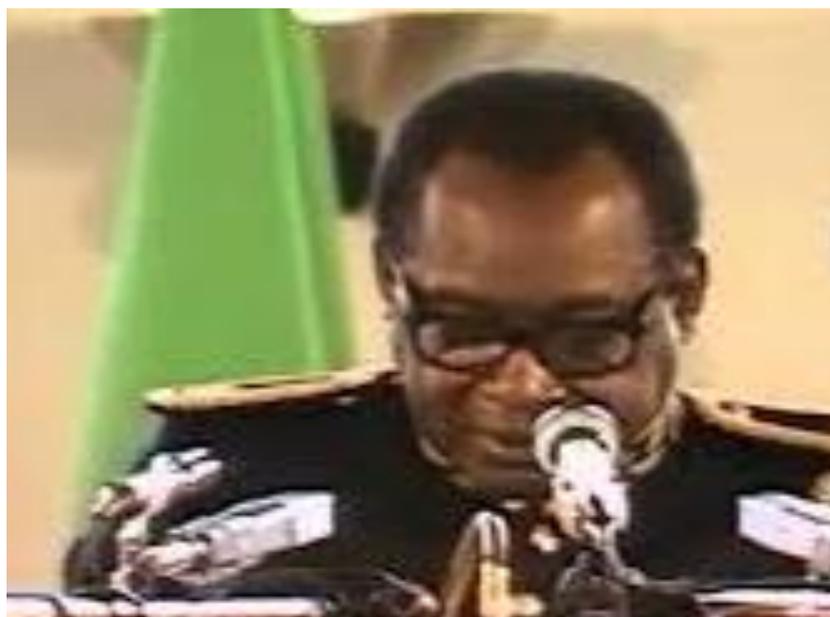
L'argent sale circula, le piège se referma sur quelques têtes d'affiche qui furent jetées en prison sans jamais connaître un procès. Mais les auteurs de différents mémos avaient pris soin d'en multiplier les copies et de les diffuser par d'autres voies. On ne le dit jamais assez, les femmes, plus spécialement les étudiantes des instituts supérieurs et université de Kinshasa, jouèrent un grand rôle à cette époque-là. Nous nous rappelons, par exemple, que les étudiantes, dont certaines étaient entretenues par les dignitaires du régime de Mobutu, servirent de canaux de transmission des mémorandums jusque dans le bureau du Président Mobutu et dans celui du Secrétaire Général du Comité Central du MPR-Parti-État. Il faut signaler que le MPR-Parti-État lui-même était déjà fissuré de l'intérieur. Il y avait déjà des courants d'opinions entre, d'une part, les *Militants de première heure*, acquis corps et âme à la pensée et aux actions du Guide Éclairé et, d'autre part, les *Jeunes caïmans du M.P.R.* qui voulaient se débarrasser de leurs parrains et pensaient qu'il était temps d'opter pour une grande ouverture politique au vu de ce qui venait de se passer dans les pays communistes de l'Europe de l'Est. Parmi ces *Jeunes caïmans du M.P.R.*, on peut citer certains jeunes Commissaires du Peuple de la dernière législature du MPR-Parti-État, les Secrétaires Exécutifs-Adjoints du MPR-Parti-État, les Secrétaires d'État des Ministères, la pléthore de Conseillers politiques du Comité Central du M.P.R.-Parti-État et des Ministères, les jeunes Généraux et certains Officiers supérieurs des Forces Armées Zaïroises, les Présidents Délégués Généraux-Adjoints des entreprises de l'État, etc. Ce courant peut être illustré par cette conversation à laquelle nous avons un jour assisté sous la paillote de la résidence d'un jeune Officier des FAZ qui venait d'être élevé au grade de Général d'Armée à Kinshasa : « ...dans notre pays (Zaire), disait-il, le pouvoir est dans la rue, mais, il est jalousement surveillé à distance. N'importe qui peut le prendre à n'importe quel moment. Mais, il ne faut pas se faire piquer par ceux qui le surveillent ». C'était aussi dans ce groupe que l'on trouvait les nombreuses personnes qui refilaient l'information à la presse écrite avant-gardiste locale tels que *Umaja*, *L'Analyste* ou *Le Potentiel* dans leur première version stencillée, une technologie aujourd'hui disparue.

3. Atermoiements funestes de Mobutu

Devant la forte pression interne et, aussi face à l'ouragan qui venait d'emporter les vieilles dictatures des pays de l'Europe de l'Est, le Président Mobutu opère une volte-face spectaculaire par son discours du 24 avril 1990 dans lequel il annonce la fin du Parti-État, son départ en congé du M.P.R. et la réouverture du pays au multipartisme. Ce jour-là, M. Mobutu versera une larme (de crocodile ?) et prononcera une phrase devenue célèbre : « ... *comprenez mon émotion !* » Le dieu-Mobutu venait de descendre sur terre ! C'était la panique dans les rangs des proches dinosaures du

régime, par contre, dans toutes les cités, on assistait à des réjouissances et des cris de victoire. Les membres de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) qui étaient relégués dans leur village ou en prison furent relâchés. De nouveaux partis commencèrent à naître pour atteindre des chiffres record de plus de 300 en 1992 ! Tout le monde se débarrassa des attributs du M.P.R. : *À bas l'abacos et vive le costume ! Rappelons que le mot abacos, créé par les idéologues du mobutisme, était une abréviation d'à bas le costume ! À bas le foulard, qualifié déjà dans les couloirs du Comité Central de la langue du Maréchal, et vive la cravate ! Au diable l'animation politique ! Au diable l'insigne du M.P.R. !*

Le 03 mai 1990, M. Mobutu revient à l'attaque avec son discours de la *clarification : multipartisme à trois et non multipartisme sauvage, intégral !* La pression tant intérieure (population appauvrie, actions de l'UDPS et d'autres partis politiques à l'état embryonnaire, économie sinistrée) qu'extérieure (pas de démocratisation, pas d'argent !) devenant de plus en plus forte, le Maréchal aux abois est obligé d'annoncer le multipartisme intégral le 06 octobre 1990. C'est la première victoire du peuple sur le système dictatorial de Mobutu et ses dignitaires. La presse retrouve sa liberté. Il faut être, à dix heures du matin, devant la Poste centrale de Kinshasa, sur le Boulevard du 30 Juin, pour se rendre compte du nombre de quotidiens nationaux mis en vente et du nombre de gens qui viennent s'informer gratuitement ! C'est la concurrence dans les gros titres sur Mobutu. Jamais de sa vie le Président Mobutu n'avait été aussi caricaturé dans les journaux locaux ! Nous avons, par exemple, collectionné plus de 300 caricatures de Mobutu pendant le dernier trimestre de 1992 ! Mais, Mobutu ne s'avoue pas encore vaincu. Il déclare d'abord qu'il est *au-dessus de la mêlée*. Si on doit démocratiser les structures de l'État, l'institution *Présidence de la République* doit garder ses anciens privilèges. Il se dit investi d'une nouvelle mission, celle de conduire le peuple zairois à la démocratie. Pour cela, il faut créer une nouvelle structure qui puisse canaliser les revendications du peuple et qu'il peut facilement manipuler à distance en sa faveur.



Une des vues mémorables du Maréchal Mobutu lors de son discours du 24 avril 1990 : «Comprenez mon émotion...»

C'est ainsi que naîtra la *Conférence Constitutionnelle* qui sera vite emportée par la poussée de la vague populaire. Le peuple réclame une *Conférence Nationale Souveraine (CNS)* qui voit le jour au cours de l'année 1991. Cette année est spéciale au Congo-Zaïre :

- pillage par l'armée des commerces, des entreprises, des écoles et des résidences privées dans la ville de Kinshasa au mois de septembre. Cette pratique va s'étendre au reste du pays et va consacrer la fin de l'économie formelle ;
- la répression s'intensifie ;
- Mgr Monsengwo, évêque de Kisangani, est nommé Président de la CNS et M. J. Iléo, Président du Parti Démocrate et Social Chrétien (PDSC), son vice-Président ;
- M. Nguz-a-Karl i Bond est nommé Premier Ministre en novembre par le Président Mobutu, violant ainsi les accords signés au cours du même mois entre l'Opposition radicale et lui, en présence de deux observateurs de l'OUA ;
- les membres de la presse écrite acquis au changement subissent une forte répression, etc.

La population continue à lutter, les marches de protestation sont organisées malgré la répression sauvage des forces de sécurité de Mobutu. Le 16 janvier 1992, le Premier Ministre Nguz-a-Karl i Bond suspend les travaux de la CNS. Un mois plus tard, la brave population de Kinshasa participe, le 16 février 1992, à la sortie de la messe, à la marche dite *marche d'espoir pour la paix*, communément appelée *la marche des Chrétiens*. Le Premier Ministre Nguz autorise les Forces armées à tirer sur les manifestants et M. Honoré Gbanda Nzambo Ko Atumba, Ministre de la Défense, exécute. Plusieurs manifestants, Bible en mains, sont tués. M. Nguz-a-Karl i Bond en accepte l'entière responsabilité et déclare à la Télévision nationale que si

c'était à refaire, il le referait dans l'intérêt suprême de la nation ! Malgré cette épreuve de force, la CNS sera rouverte et M. Étienne Tshisekedi, Président du Parti UDPS, sera élu Premier Ministre avec 70.8 % des voix ! C'est la panique dans le camp des Mobutistes. Le Président Mobutu sent le pouvoir lui échapper ! Alors commence la longue et pénible marche de la Transition vers la démocratie. La population ne compte plus pour les détenteurs du pouvoir. Le Président Mobutu et les siens tiennent à tout prix à le conserver ! Pour contrer les résolutions de la CNS, le Président Mobutu va créer un gouvernement parallèle, véritable gestionnaire de ce qui reste des institutions publiques et gouvernementales. Tous les coups sont permis :

- corruptions aveugles ;
- multiplication des billets de banque, noyant ainsi toute l'économie du pays ;
- noyautage de la CNS puis intégration des membres du Conseil Législatif (Parlement) du MPR-Parti-État ;
- débauchage des grandes gueules de l'Opposition : M. Birindwa, M. Lihau, M. Mungul Diaka, etc. ;
- lancement des pratiques économico-financières malhonnêtes connues sous le nom de *Bindo* et *Nguma*, pratiques qui ont ruiné les petits épargnants et asphyxié totalement l'économie formelle, etc.

La CNS est aussi complètement asphyxiée. Au plus haut sommet de la crise politique, certains de ses membres vont même gérer à leur manière la crise économique : le ticket de présence et les voix lors des votes pour de grandes décisions dans la noble assemblée se monnaient très chers (Lire Tshibwabwa, S., 1996 : *Les gestionnaires de la crise zaïroise*). C'est ainsi que, par exemple, sous les arbres du Palais du Peuple, M. Pay Pay va négocier à coup de paquets de billets de banque (avec la bénédiction de Mgr Monsengwo ?), l'élection de M. Kengo wa Dondo au poste de Premier Ministre en lieu et place de M. Tshisekedi. Les travaux de la CNS pataugent : aujourd'hui deux pas en avant, demain, trois pas en arrière ! Les gens s'appauvrissent davantage. D'autres meurent de faim et/ou de maladies. Les enfants n'étudient plus. Phénomène nouveau, les professeurs des Instituts supérieurs et des Universités se font payer par les parents des étudiants comme dans les écoles privées ! L'Opposition découvre ses traîtres qui, essoufflés par la longue durée du combat, ont fini par rallier le camp de Mobutu pour refaire un brin de couleur à leurs économies fortement entamées. L'un des cas le plus spectaculaire est le revirement de M. Marcel Lihau, membre de l'UDPS qui, après avoir reçu de l'aide du pouvoir pour ses soins médicaux à l'étranger, tiendra à son retour au pays un discours qui tentait de créer la haine tribale dans la population ! Les jeunes Zaïrois ont retenu de cet épisode une de ses expressions devenue célèbre au pays : *la coterie tribale* !

4. Le sang des Rwandais redonne de l'espoir à Mobutu

Un élément étranger fournit au camp Mobutu une occasion de se refaire un peu de dignité à l'étranger. Il s'agit de massacres des Rwandais ! Les Hutus tuent les Tutsis et ces derniers le leur rendent sans pitié. Les «génocidaires» hutus finissent par fuir leur pays en masse. La ville de Goma et celle de Bukavu accueillent plus de trois

millions de Hutus, civiles et militaires confondus. Ces derniers ont tout leur armement. C'est la catastrophe dans la région du Kivu ! Cette catastrophe est non seulement humanitaire, mais elle est aussi environnementale et écologique ! Le gouvernement Kengo est dépassé par l'ampleur de la situation. Mobutu, avec l'aide des Français, se présente comme l'homme incontournable par lequel la solution négociée entre les deux frères ennemis doit passer. C'est son retour sur la scène internationale. L'Opposition intérieure ne comprend plus l'attitude des amis occidentaux. Le camp de Mobutu devient plus fort que jamais. Les Mobutistes sabrent le champagne au pays et dans les ambassades. On assassine, on viole les filles, on arrache les voitures, on pille les maisons. Nous avons été aussi victime de ces pillages. C'est l'insécurité totale dans la ville de Kinshasa. Mais, les autres grandes villes du pays ont déjà connu leur part de misères : génocide et persécution des Kasaiens au Shaba (Katanga), massacre à Mbuji-Mayi, tueries dans le Nord-Kivu (voir chronologie en annexe), etc.

Pendant que la communauté internationale tergiverse pour trouver la solution équitable aux problèmes rwandais, les réfugiés hutus importent, à partir du mois d'avril 1996, leurs troubles à l'intérieur des frontières du Zaïre. Ils se mettent à combattre les Tutsis banyamulenge qu'ils ont trouvés au Kivu. Mais, ils opèrent aussi au Rwanda, pays sinistré, qui tente de se remettre de son drame. Les Tutsis rwandais, sous la direction de M. Paul Kagamé, aidés des Tutsis ougandais dirigés par M. Yoweri Kaguta Museveni, attaquent le Zaïre pour mettre fin (officiellement) à la rébellion hutu. Le gouvernement de Kampala (Ouganda) espère aussi raser sa rébellion dans le sud dont les bases se trouvent dans le nord-est du Zaïre. La guerre éclate dans la région du Kivu. Plusieurs villes tombent entre les mains des troupes mixtes zaïro-ougando-rwandaïses. Le Zaïre accuse officiellement le Rwanda et l'Ouganda en septembre 1996. Pendant que l'OUA et l'ONU tentent de trouver une solution négociée, les combats font rage sur le terrain. Les deux pays incriminés rejettent toute implication dans la guerre de l'Est du Zaïre. Ils déclarent qu'il s'agit d'une guerre civile des Zaïrois contre le régime de Kinshasa.



*Président Yoweri Kaguta
Museveni (Ouganda)*



*Président Paul Kagamé
(Rwanda)*

D'après Maître Kamanda wa Kamanda, dernier Ministre des Affaires Étrangères du Président Mobutu, c'est à ce moment qu'apparaissent, du moins officiellement, sur la scène publique, les responsables zaïrois de la rébellion : M. Ngandu Kisase et M.

Laurent-Désiré Kabila. On parle aussi de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo. Contrairement aux affirmations de M. Kamanda wa Kamanda, nous voudrions dire que bien avant l'occupation de Bukavu, Uvira et Goma, nous avons eu l'occasion de rencontrer, dans la gare de Charleroi en Belgique, M. Raphaël Ghenda, futur porte-parole de l'AFDL puis Ministre de l'information du premier Gouvernement de Salut Public qui, contrairement à son calme habituel, nous dit : «*cher ami, soyez attentif à la radio, car ça barde à l'Est de notre pays. Je vais m'y rendre incessamment pour participer aux combats*». De retour à domicile, nous avons suivi les informations sur France-Inter et sur La Voix de l'Amérique. N'ayant rien entendu concernant une éventuelle guerre au Congo-Zaïre, nous avons mis cela sur le compte de l'humour de M. R. Ghenda. Mais, vers mi-octobre, toutes les radios et les télévisions du monde entier annoncèrent la nouvelle de l'occupation de nombreuses villes et localités du Kivu par les troupes de l'AFDL ! En outre, nous pouvons signaler qu'il circulait à Bruxelles une très belle analyse de la situation dans la région des Grands Lacs africains. Cette analyse, faite par un Belge bien avant l'intervention armée du Rwanda et de l'Ouganda, mettait l'accent sur la forte tension qui existait entre les groupes en présence dans cette région :

- les réfugiés hutus civils, l'ex-armée rwandaise (FAR) et sa milice *interhamwé*, tous armés ;
- les nombreuses ONG et les soldats zaïrois qu'elles entretenaient ; ces soldats ne respectaient plus leur hiérarchie qui n'avait plus payé leur solde depuis plusieurs mois ;
- le reste des Forces armées zaïroises qui vivait de raquette auprès de la population ;
- la population autochtone livrée à elle-même, envahie par environ trois millions de réfugiés rwandais. Cette population ne peut pas bénéficier des dons apportés aux réfugiés par les organisations humanitaires alors qu'elle est aussi en crise et subit cruellement cette invasion ;
- les Tutsis banyamulenge qui ne supportent plus la présence des réfugiés hutus ;
etc.

Cette analyse signalait aussi la probabilité très élevée d'un conflit armé si la communauté internationale n'intervenait pas à temps. Hélas, personne ne tint compte du contenu de ce document !

Ces deux petits témoignages montrent à quel point les responsables du gouvernement zaïrois de l'époque et leurs innombrables services de sécurité n'étaient plus au courant de ce qui se passait réellement dans le pays et plus particulièrement à l'Est du Congo-Zaïre (Cfr. la déclaration du gouvernement du Zaïre au Conseil de Sécurité de l'ONU du 03 juin 1996).

5. Qu'est-ce que l'AFDL ?

L'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) est constituée de plusieurs groupuscules dont les principaux sont :

- le parti zaïro-congolais dénommé *Parti de la Révolution Populaire* (PRP) de M. Laurent-Désiré Kabila ;

- le groupe armé d'un deuxième parti zaïro-congolais appelé *Conseil National de Résistance pour la Démocratie (CNRD)* de M. André Ngandu Kisase ;
- le groupe armé d'un troisième parti zaïro-congolais dénommé *Mouvement Révolutionnaire pour la Libération du Zaïre (MRLZ)* de M. Masasu Nindaga ;
- le groupe ethnique armé des Tutsis banyamulenge (immigrants rwandais et réfugiés) de l'*Alliance Démocratique des Peuples (ADP)* de M. Déogratias Bugera.

À ce noyau viendront se greffer le MNC-Lumumba (qui très vite deviendra la tête pensante de la rébellion) et ses petits mouvements satellites et tous les autres partis progressistes congolais en exil et au pays, etc. Ce sont ces groupes, aidés des troupes rwandaises et ougandaises, qui combattent les troupes démotivées du régime Mobutu. Ils progressent comme un couteau dans du beurre. Les villes tombent les unes après les autres (voir chronologie en annexe). L'adhésion du peuple, qui perçoit dans cette guerre l'unique occasion de se débarrasser de M. Mobutu et des dinosaures de son régime, est quasi totale. M. Kabila s'affiche comme la tête forte de l'AFDL et négocie, au début du mois de mai 1997, la passation de pouvoir avec le dictateur Mobutu, aux larges de la côte congolaise sur un bateau sud-africain, en présence des Présidents Mandela de la République Sud-Africaine et Lissouba de la République Populaire du Congo.

6. Rencontre Kabila-Mobutu : Négociations ou Passation de pouvoir ?

M. Mobutu, épuisé par le poids de plus de trente années de dictature et d'abus de pouvoir, ne sait plus quelle alternative valable proposer au Président de l'AFDL. Il sait que les troupes des FAZ, longtemps oubliées à la table du festin, n'accepteront plus d'aller au front mourir une fois de plus pour lui et ce, malgré le pacte de sang et le serment qui les lie à lui : « *Makila na biso !... po na guide, po na Guide, po na Guide !* » (Notre sang !... pour le Guide, pour le Guide, pour le Guide !). Non seulement il n'avait préparé personne pour lui succéder, mais il avait proprement fait un bon ménage autour de lui :

- *dans son armée* : il n'a pas trop confiance dans le fougueux Général Mahelé, qui s'est fait trop remarquer lors des pillages des commerces et entreprises de Kinshasa. En effet, il fut le seul Général des Forces Armées Zaïroises à avoir personnellement infligé des sanctions aux soldats pilleurs. Le Général Mahelé avait aussi fait une intervention trop remarquée à la CNS et dans les médias étrangers. Le Président Mobutu, comme par ailleurs tous ses proches, se méfiait de lui. Ce Général sera d'ailleurs froidement et inutilement assassiné en mai 1997 par les gardes de Mobutu au lendemain de la fuite de ce dernier de Kinshasa. Mais, M. Mobutu n'a pas non plus confiance dans le Général Likulia qu'il trouve trop intellectuel et trop mou pour assurer sa protection en cas de coup dur. Enfin, les autres Généraux de sa garde prétorienne sont trop impliqués dans les assassinats et ne pourront pas obtenir l'unanimité auprès de la population ;
- *dans son cabinet et dans son parti* : tous sont impliqués dans de drôles de règlements de comptes inter-ethniques ou politiques et ne présentent aucune garantie ;

- dans le gouvernement : le Premier Ministre Kengo wa Dondo symbolise les dinosaures qui, plusieurs années durant, ont fait souffrir le peuple sans pitié. Même s'il est soutenu par les milieux occidentaux (il est le meilleur payeur de la dette extérieure du Zaïre pendant que la population meurt de faim !), le Président Mobutu sait que ces derniers ne lèveront plus un petit doigt pour venir à son secours comme jadis. En outre, les origines rwandaises de Kengo (mère rwandaise, père polonais) et la disparition des millions de dollars destinés à l'achat des armes laissent planer un doute sur sa fidélité. Mais, il y avait un autre élément plus sérieux dont il devait tenir compte : les relations entre Kengo et les Officiers supérieurs de l'armée s'étaient fortement détériorées depuis novembre 1996. Le Général Eluki l'avait à cette époque accusé publiquement de ne pas lui donner les moyens de faire la guerre ;

- au bureau de la CNS : M. Mobutu se méfie de l'évêque de Kisangani, Mgr Laurent Monsengwo, ex-Président de la CNS. Après lui avoir fait jouer un rôle pas honorable dans la haute assemblée populaire, le Président Mobutu était certain que le prélat, une fois au pouvoir, ne pouvait pas manquer de se venger et de dévoiler à la population toutes ses magouilles. N'avait-il pas déjà osé lui pointer un doigt accusateur lors de ses précédents voyages en Europe ? Quant aux autres membres du Bureau de la CNS, Messieurs Boboliko et Anzuluni, ils étaient ses valets et ses propres fabrications.



*De gauche à droite : le Président Mobutu, le Président Mandela, Mzee Kabila :
Rencontre de la dernière chance le 4 mai 1997 à bord du SAS Outeniqua,
dans le port de Pointe-Noire (Rép. Congo). (Photo Walter Dhladhla/AP).*

Le Président Mobutu ne se voyait pas leur confiant son avenir et la direction du pays. Il ne pouvait pas non plus songer à son éternel adversaire politique M. Tshisekedi, Premier Ministre élu à la CNS. Ce dernier avait juré de l'envoyer en prison pour avoir ruiné le pays. N'avait-il pas, lors de son bref mandat à la Primature, interdit la sortie

des fonds de la Banque nationale alors qu'il en avait grandement besoin ? Lui céder le pouvoir signifiait signer un mandat d'arrêt en blanc pour lui et pour tous les siens impliqués dans la faillite du Congo-Zaïre ;

- *céder le pouvoir à Kabila* : il n'en était pas non plus question ! Si les Occidentaux feignent de ne pas le connaître, lui Mobutu, il le connaît très bien. Il s'était déjà frotté à ses troupes qu'il avait presque exterminées dans les montagnes de Fizi-Baraka à l'Est du pays. Ce Kabila n'est-il pas l'ami de Pierre Mulele qu'il avait sauvagement assassiné ? N'est-il pas celui que le Commandant Ché Guvéra considérait en 1964 comme le seul homme sérieux de tous les Progressistes congolais qu'il avait rencontrés au bord du Lac Tanganyika ? Mais, ce Kabila est aussi un proche collaborateur de Lumumba, que lui, Mobutu, avait trahi, fait arrêter et expédié au Katanga pour être assassiné par le duo Tshombe et Munongo. Avec lui, une mort certaine serait l'issue fatale de la passation de pouvoir.

Mais, Mobutu savait qu'il était de toute façon condamné par son cancer de la prostate. Puisque dans tous les cas, il faudra mourir, autant laisser le chaos derrière lui plutôt que faire plaisir à ses ennemis ! Maître Kamanda wa Kamanda (*in JA*, 1998) parle de *l'orgueil de l'homme*. Cet orgueil l'aurait, semble-t-il, empêché de bien apprécier la pourriture de son régime et d'accepter l'inacceptable : *céder le pouvoir à un autre*. L'homme n'acceptera pas non plus, au Sommet des Chefs d'État de l'Afrique Centrale à Libreville au Gabon, les conseils de ses collègues Présidents, Omar Bongo, Idriss Déby, Ange Patassé, Pascal Lissouba et Obiang Nguema Mbasogo, réunis le 7 mai 1997 pour l'accueillir après sa rencontre avec Kabila à Pointe-Noire. Le Président Bongo confiait à *JA* en janvier 1998 : « *Il (Mobutu) nous a demandé des armes pour lutter contre les forces de Kabila. Je lui ai répondu, franchement, que nous n'avions ni cartouches ni soldats pour régler son problème. Le mieux, lui ai-je dit, c'est de remettre votre pouvoir entre les mains du Parlement de Transition* ». Même le carré des défenseurs des intérêts de ses amis français en Afrique lui fermait la porte au nez ! C'est dans ce contexte que M. Joseph-Désiré Mobutu négocie avec M. Laurent-Désiré Kabila l'avenir du Congo-Zaïre, ou plutôt, son propre avenir. Tout ce que l'on pouvait, avec assurance, dire en ce début du mois de mai 1997, c'est que l'un des deux Désiré était certainement, en ce tournant de notre histoire politique, indésirable au Congo !

Contrairement à son adversaire, M. Kabila n'a que de grosses cartes entre les mains. Sur le terrain des opérations militaires, ses troupes sont soutenues par plusieurs armées aguerries, suffisamment motivées (Rwanda, Ouganda, Zambie, Angola) et contrôlent plusieurs villes. Dans le pays, la population, fatiguée par sept années de Transition très meurtrière et vingt-cinq ans de dictature, souhaite en finir avec le dictateur Mobutu et son régime. Elle est d'office acquise à la cause de M. Kabila. L'armée du Président Mobutu refuse de se battre, une partie se rend dans l'intérêt supérieur de la nation ! Les troupes de l'AFDL volent de victoire en victoire. M. Kabila, qui savait comme tout le monde que le dernier bilan de santé du Président Mobutu dans une clinique helvétique l'avait condamné, ne voyait aucun intérêt de négocier avec quelqu'un qui était déjà vaincu par son sort. C'est ainsi qu'il se présentera aux négociations avec, dans ses poches, deux documents sur la passation

de pouvoir entre Mobutu et lui. Il ne restait qu'à coucher les signatures en présence de leurs illustres témoins ! Il n'y aura pas de passation de pouvoir ni ce jour-là ni un autre. Toujours est-il que le Président Mobutu sera forcé de quitter le Zaïre, sans tambours ni trompettes. Plusieurs pays africains et européens refuseront de lui accorder l'asile politique. Le roi Hassan II du Maroc, ami de longue date, acceptera de l'accueillir. De la gloire à l'exil politique, du ciel aux réalités terrestres, Mobutu, l'Homme seul, trouvera la mort au Maroc, vaincu par son cancer et aussi certainement par les soucis liés à son nouveau statut d'exilé politique. Il y sera inhumé dans l'anonymat total, abandonné par les grands et les petits de ce monde des hommes.

Nous reproduisons ci-dessous les deux documents de passation de pouvoir préparés par le Président de l'AFDL et présentés au Président Mobutu sur l'Outeniqua, le bateau sud-africain au large du port de Pointe-Noire au Congo-Brazzaville :

- Premier document devant être signé par M. Joseph-Désiré Mobutu :

Texte régissant la passation pacifique du pouvoir

Moi, Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga, Président sortant de la République du Zaïre, déclare déposer volontairement et en toute conscience devant Dieu, devant le peuple congolais, devant les représentants conjoints des Nations-Unies et de l'OUA et en présence de son Excellence M. Nelson Madiba Mandela, Président de la République Sud-Africaine, le pouvoir politique, militaire et administratif et le remet entièrement et immédiatement à l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo, par son Président le compatriote Laurent-Désiré Kabila, afin d'assurer la continuité de l'État et garantir l'unité du pays.

Fait àle.....mai 1997

Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga

Président sortant de la République du Zaïre.

- Deuxième document devant être signé par M. Laurent-Désiré Kabila :

Texte régissant la passation pacifique du pouvoir

Prenant acte de la reddition ce vendredi 3 mai 1997 par M. Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga, Président sortant de la République du Zaïre, moi, Laurent-Désiré Kabila, accepte volontairement et en toute conscience, devant Dieu, devant le peuple congolais, devant les représentants conjoints des Nations-Unies et de l'OUA et en présence de son Excellence M. Nelson Madiba Mandela, Président de la République Sud-Africaine, le pouvoir politique, militaire et administratif remis officiellement à l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo, par M. Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga, afin d'assurer la continuité de l'État et garantir l'unité du pays.

Fait à, le.....mai 1997 ⁽¹⁾

Laurent-Désiré Kabila

Président de la République Démocratique du Congo.

⁽¹⁾M. Kabila avait décidé que le 04 mai 1997 serait la date de transfert de pouvoir et de la cessation officielle des hostilités sur le terrain militaire.

Le 17 mai 1997, les troupes de M. Kabila arrivent à Kinshasa après avoir traversé à pied tout le pays d'Est en Ouest (Voir Planche 1 en annexe) ! Il n'y a pas de bain de sang que redoutait la communauté tant nationale qu'internationale.

Vive le Président Kabila ! Le pays est de nouveau débaptisé. Il redevient la *République Démocratique du Congo*. Fini le mobutisme ! La population est dans la joie. Mais, cette joie sera de courte durée. Les libérateurs ne sont pas des Congolais, mais plutôt des Tutsis rwandais. Alors, naît un grand malaise dans la population. Les Tutsis renforcent, par toutes sortes de maladresses, les sentiments de frustration chez les Congolais, ils s'affichent un peu trop dans les villes. En effet, d'après la presse écrite de Kinshasa, ils se sont accaparés (avec le consentement de M. Kabila ?) de 30 % de postes dans le pays ! Leur arrogance pousse les Congolais à les considérer comme une *force d'occupation*. C'est le début du divorce entre la population et M. Kabila. Ce dernier est obligé de choisir entre ses amis étrangers et son peuple. Car, en définitive, les Tutsis banyamulenge ne représentent qu'une infime minorité dans le pays. Certes, dans une démocratie, on respecte les droits des minorités, mais, on ne s'appuie pas sur les groupes minoritaires, et encore moins sur les réfugiés, pour diriger un pays aux nombreux groupes ethniques autochtones aussi bouillants que le Congo !

7. L'heure des Progressistes congolais a-t-elle sonné de nouveau ?

Pendant que les troupes de l'AFDL avancent sur le terrain, des réunions se tiennent dans les milieux des Progressistes congolais en exil en Belgique, en Suisse, en France, aux USA, au Canada, etc. Partout, on discute fort, dans des commissions, sur tous les problèmes de développement du Congo : le type d'État, le type d'économie, les finances (Taxes, douanes et accises, impôts, etc.), la Banque nationale et la monnaie, le commerce, l'industrie, les mines et énergie, l'agriculture et l'élevage, la chasse, la pêche et la pisciculture, la culture et les arts, l'environnement et la conservation de la nature, le tourisme, les infrastructures, la démocratie et les partis d'opposition, les médias, l'enseignement à tous les niveaux, la recherche scientifique et les institutions de recherche, la politique de l'urbanisme, la place des villes et des campagnes dans la Troisième République, l'organisation administrative, l'armée et la police, la sécurité nationale, etc. À Bruxelles, par exemple, toutes les intelligences congolaises de la diaspora en Europe sont réunies et désirent que l'ère des Progressistes congolais marque la différence avec le passé. Parfois, les réunions se prolongent jusqu'au petit matin. Tout le monde est étonné de l'engagement des filles et des fils du Congo de la diaspora. Beaucoup ont contribué à ces réunions avec leurs travaux originaux, d'autres ont financé de leurs poches la tenue de ces rencontres : location des salles, mise à disposition des ordinateurs et des imprimantes, production des documents et des comptes-rendus des réunions, secrétariat, café et sandwiches pour les participants, billets de voyage pour Goma, Lubumbashi ou Kinshasa pour ceux qui le souhaitaient, etc. Des projets concrets de développement générateurs d'emplois à courts et moyens termes ont été présentés dans les assemblées. Certains des Progressistes rejoindront Kabila à l'étape de Goma avec dans leur sac une partie des résolutions de ces réunions, d'autres à l'étape de Bukavu et de Lubumbashi. D'autres encore afflueront sur Kinshasa après le 17 mai

1997. Mais, selon le principe de *first come, first served*, le Président Kabila distribuera les postes à ses proches compagnons de première heure, tous sortis de la diaspora. Tous ces gens exprimaient leur envie de travailler pour leur pays. À Lubumbashi, ils étaient principalement logés à l'Hôtel Karavia. À Kinshasa, ils s'étaient rassemblés, en attendant la *distribution des villas*, à l'Hôtel Intercontinental. Ils étaient pris en charge par la République ! Cela fit des jaloux et gâcha la fête !

La majorité de ceux qui occupent les hautes fonctions aujourd'hui ont transité soit par la France, la Belgique, l'Allemagne ou la Suisse, soit par les USA ou le Canada. Ils ont été des réfugiés politiques ou des hommes d'affaires dans ces pays : Kakudji, Ghenda (tous deux membres du PRP, le parti de Kabila), Germain Mukendi (premier auteur du premier livre sur Kabila), Professeur Aubert Mukendi (le premier docteur en mathématiques du Congo et vieil ami de M. Kabila), Lwanghy, Munene, Paul Kabongo, Mumengi, les enfants Lumumba, les Professeurs Mbaya et Mufuta (tous deux Lumumbistes bien connus), Kalala Shambuyi, Kashamura (proche collaborateur de Lumumba et Mulele), Angulu (ancienne antenne de M. Kabila à Genève), Kambale, Masangu, Mpoyo (un des argentiers de la rébellion et homme d'affaires bien connu à travers le monde), Yamba (ancien Officier de la Force aérienne du Zaïre), etc. Il faut ajouter à ce contingent les amis d'arme de M. Kabila parmi lesquels on comptait les anciens gendarmes katangais venus d'Angola ou de Zambie. Enfin, il y a les Tutsis aussi bien banyamulenge que rwandais.

À l'intérieur du pays, l'AFDL trouve les anciens collaborateurs du dictateur Mobutu, les repentis et les fidèles à l'ancien ordre parmi lesquels il n'est pas aisé de faire un tri. Il y a aussi tous les vaillants combattants des partis politiques qui, des années durant, ont bravé la misère et combattu la dictature de l'intérieur du pays. Ce sont eux qui ont affaibli le dictateur Mobutu et son appareil répressif. On a encore frais dans la mémoire ce couplet de la chanson des combattants de différents partis politiques de l'Opposition lors des manifestations contre le Président Mobutu : *Mobutu ééh, ééh, Mobutu ééh, Okoboma, okolemba ! (Mobutu, Mobutu, tu tueras, mais, tu te fatigueras !)*. Ces combattants espèrent avoir leur part du gâteau. Mais, il y a surtout les leaders des partis politiques de l'Opposition radicale. Comme leurs militants, ils espèrent vivement participer au partage du pouvoir et tendent la main à M. Kabila qui l'ignore ou la refuse. C'est alors que les gens découvrent le véritable visage du Président Kabila et de son pouvoir. Une dictature à *visage humain* venait de remplacer une dictature à *visage diabolique* ! La guerre des tranchés commença de nouveau.

Quelles sont les principales erreurs politiques du Président L.D. Kabila pendant un an de règne sans partage, erreurs qui sont à la base des dérapages politiques actuels ? Nous allons essayer de les résumer dans la deuxième partie de ce livre.

DEUXIÈME PARTIE

LES 12 ERREURS POLITIQUES DU PRÉSIDENT L.-D. KABILA

Les erreurs politiques commises par le Président Kabila et l'équipe gouvernementale qu'il dirige ont été sélectionnées parmi tant d'autres que nous n'avons pas retenues dans le cadre restreint de cette plaquette. On a l'impression, au vu des actes posés par le Président et/ou les membres de son équipe, que tous croient que le temps est venu de cueillir les fruits de la lutte. Le gouvernement a oublié les objectifs prioritaires de son projet de société (si réellement il y a eu un véritable projet de société !). Un petit commentaire sera fait sur chacune de ces erreurs politiques. Les Congolaises et les Congolais pourront, chacun à partir de son vécu personnel, le compléter.

1. Première erreur politique de Kabila : Absence de cadre légal pour la gestion des affaires de l'État

Depuis la prise de pouvoir par l'AFDL, le Président Kabila dirige le pays par décret-loi. Ce dernier, mis en place dix jours plus tard, visait à donner un semblant de cadre institutionnel au régime qui venait de s'installer au Congo (Décret-loi constitutionnel n° 003 du 27 mai 1997 relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir en République Démocratique du Congo). Dans son article 5, ce décret, très laconique (15 articles au total, largement insuffisants pour gérer un si vaste pays, ses nombreuses richesses, ses contradictions internes et ses diverses et complexes relations avec l'extérieur), concentre entre ses mains tous les pouvoirs de l'État tout en affirmant paradoxalement l'indépendance de la magistrature. (**Article 5** : «Le Président de la République exerce le pouvoir législatif par décrets lois délibérés en Conseil des ministres. Il est le Chef de l'Exécutif et des Forces armées. Il exerce le pouvoir réglementaire par décrets. Il a le droit de battre la monnaie et d'émettre du papier monnaie en exécution de la loi.» Ce document, élaboré dans la précipitation, prouve à suffisance que seul le pouvoir pour le pouvoir préoccupe L.D. Kabila et qu'il n'est nullement préparé à assumer les charges qui sont désormais les siennes.

Les leaders des partis de l'Opposition et tout le peuple congolais réclament l'élaboration de la Constitution nationale. Le Président Kabila fait la sourde oreille et explique sans cesse que le pays se trouve dans un état d'exception. Pour contrer la critique, il annonça la création d'une Constituante. Cette constituante fut précédée par une Commission constitutionnelle instituée par décret-constitutionnel du 22 octobre 1997 et dont la direction était confiée à M. Anicet Kashamura, son ami de longue date. C'est cette espèce de parlement qui devra s'occuper de l'élaboration d'une *Constitution solide et démocratique* pour notre pays. Mais, qui seront les membres de cette Constituante ? Quels sont les critères pour leur nomination ? Élections législatives ou désignation par le Président ou ses représentants provinciaux ? La réponse à ces questions se trouve dans le décret signalé ci-dessus : «La Commission constitutionnelle est composée des personnalités nommées par le Président de la République sur base des critères suivants :

- être d'une moralité irréprochable ;

- avoir une formation suffisante et appropriée pour suivre les travaux ;
- n'être pas mêlé aux assassinats et crimes économiques ayant émaillé l'histoire du pays pendant plus de trois décennies ;
- n'être pas un dignitaire notoire des systèmes et régime déchu depuis le 17 mai 1997».

Comme on le constate, ces critères traduisent clairement l'intention des vainqueurs d'exclure les autres forces politiques et sociales de la reconstruction consensuelle du pays, ratant par ce fait la meilleure opportunité de réaliser la réconciliation nationale.

Les membres de la CNS avaient pourtant fini par élaborer une Constitution lors de la tumultueuse Transition. Pourquoi ne pas partir de ce travail réalisé démocratiquement par les filles et les fils de ce pays ? Il suffirait juste d'y apporter des amendements si cela s'avérait nécessaire. En outre, la Constitution ne doit pas être élaborée par les seuls membres de l'AFDL. Il ne s'agit pas du manifeste de l'Alliance, mais, d'une **Constitution nationale**, qui nécessite l'adhésion de tous.

Ce point est celui qui caractérise davantage la mésentente entre l'Opposition et le Président Kabila. M. Tshisekedi, le leader de l'UDPS, l'a encore confirmé à *Jeune Afrique* à la sortie de son entretien avec le Président Kabila le 30 mai 1998 à Lubumbashi : « *Quand je dis que nous allons travailler ensemble, c'est dans le cadre d'une Constitution que nous devons élaborer. Enlevez-vous définitivement de la tête que Tshisekedi pourrait travailler dans une structure établie par décret-loi de manière antidémocratique* ». Quel type de société proposons-nous de construire au cours de la Troisième République ? Quel type d'État allons-nous adopter (unitaire, fédéraliste, confédéraliste, ...) ? Quel type d'économie ? Les spécialistes dans ce domaine continuent à se poser des questions. Le pouvoir reste muet. Qu'est-ce qui freine le travail de Kashamura ? Pourquoi Kabila a-t-il peur de réunir toutes les forces vives de la nation pour élaborer une Constitution véritablement démocratique ?

2. Deuxième erreur politique de Kabila : La sécurité du territoire national n'est pas «la priorité des priorités» pour le Gouvernement de Salut Public

Un fait nous trouble. M. Kabila a la réputation d'être un combattant. Il a longtemps résisté à l'armée du dictateur Mobutu dans la région de Fizi-Baraka. Il a tiré des leçons de l'échec de son mouvement dans les années 60 et les a même publiées en langue Swahili pour être compris de la population locale. Il a conduit les troupes de l'AFDL jusqu'à Kinshasa. Il connaît l'importance d'une armée nationale forte, disciplinée, bien armée et bien entraînée. Que constatons-nous depuis le 17 mai 1997 ?

Une fois installé au pouvoir, M. Kabila semble avoir oublié cette dimension. Ses proches collaborateurs sont occupés à se disputer les villas et les gros carrosses Benz, Mitsubishi, Toyota, Pajero abandonnées par les fuyards mobustistes. Ils se disputent même les belles filles de Kinshasa ! Et pourtant, parmi eux se trouvent des Ministres qui avaient assisté à certaines réunions de Bruxelles où l'on avait discuté

de la priorité à donner à l'armée et aux services de sécurité, étant donné que l'ennemi rôdait et rôde encore dans les pays limitrophes :

- la quasi-totalité de l'ancienne Division Présidentielle de triste mémoire ;
- une partie des FAZ (Forces armées zaïroises) avec leurs Généraux ;
- la Garde civile ;
- les milices hutues et les ex-FAR (Forces armées rwandaises).

Toutes ces troupes sont très bien formées dans l'art militaire dans les meilleures écoles militaires du monde : Israël, France, Belgique, Grande Bretagne, USA, etc. Comment ne pas frémir en sachant que ces militaires de carrière vivent chez nos voisins et que leur surveillance ne peut pas être efficace et garantie à 100 % ! N'importe qui pourrait être tenté d'exploiter ces forces pour faire un coup d'état militaire au Congo ! Qui l'en empêcherait ?

Nous disions que nous étions troublé. En effet, le 17 octobre 1997, soit exactement cinq mois après la prise de pouvoir par les armes, le Gouvernement de Salut Public, réuni au Palais de la Nation sous la direction du Président Kabila, « *inscrit la sécurité dans le pays comme cinquième priorité de son plan triennal* ! » Qui sont, à cette date, ces membres du gouvernement de Salut Public qui sont à la base de cet ordre de priorité ?

- Ministre de la défense : Laurent-Désiré Kabila ;
- Ministre de l'Intérieur : Mwenze Kongolo ; Vice-Ministre : Munene Faustin ;
- Ministre de la Justice : Lwanghi Célestin ;
- Ministre des Finances : Mawampanga Mwana Nanga ;
- Ministre du Plan, Portefeuille et Développement : Babi Mbayi ;
- Ministre de l'Économie nationale et Industries : Mpoyo Pierre-Victor ;
- Ministre des Mines : Kambale Matukulo ;
- Ministre des Affaires Étrangères : Bizima Karaha ;
- Ministre de la Fonction Publique : Mpoyo Kasavubu Justine ;
- Ministre de la Reconstruction nationale et Planification des urgences : Mbaya Étienne ;
- Ministre de l'Agriculture : Bandoma Paul ;
- Ministre de l'Énergie : Lokombe Kitete Pierre ;
- Ministre de la Santé et Affaires sociales : Dr Sondji Jean-Baptiste ; Vice-Ministre : Mlle Mamboleo Milulu ;
- Ministre des Travaux publics : Bishikuabo Kubaka Gustave ;
- Ministre de l'Environnement et Tourisme : Angulu Mabengi Eddy ;
- Ministre de l'Éducation nationale : Kamara wa Kahikara ;
- Ministre de l'Information et Presse : Ghenda Raphaël ; Vice-Ministre : Lumumba Juliane ;
- Ministre des Postes et Télécommunications : Me Kinkela Vi Kansi ;
- Ministre des Transports et Communications : Mova Sakania Henri ;
- Ministre de la Jeunesse et Sports : Mutombo Tshibal Vincent.

À quel impératif répond l'ordre des priorités proposé par le Président Kabila et les membres de son gouvernement nommés ci-dessus ? Cet ordre est-il réaliste ? Tient-il compte de ses propres forces ou compte-t-il naïvement sur les militaires rwandais et

ougandais en cas de troubles dans le pays ? Le Président Kabila n'est-il pas piégé ou prisonnier au sein de son propre gouvernement ? La reconstitution d'une armée forte et disciplinée est et demeure «**la priorité des priorités**» ! La frontière nationale est trop grande et le pays très vaste. Tous les autres programmes ne peuvent démarrer que si les populations et les animateurs se sentent sécurisés. Il en est de même des bailleurs de fonds ! Pas de sécurité, pas d'argent ! Même la démocratie peut être gravement compromise par l'absence ou l'insuffisance des forces de l'ordre et des forces de défense de l'intégrité territoriale. Nous ne sommes pas prophète de malheur, mais, nous ne serions pas étonnés si l'on nous dit que le Congo est de nouveau en guerre ou sous le contrôle d'une autre force militaire venue d'un pays voisin. Ce jour-là, M. Kabila fera de l'armée nationale et de la sécurité du territoire en général la première priorité de son prochain plan x-ennal, si les autres lui en donnent l'occasion.

3. Troisième erreur politique de Kabila : Absence d'un projet de société cohérent et diffusion d'une idéologie dépassée

Lorsque l'AFDL prend le pouvoir, les choses se sont très vite précipitées. Le Professeur Aubert Mukendi, un proche de Kabila, confiera même à la Télévision belge après l'occupation de la ville de Lubumbashi par les troupes de l'AFDL : « *nous risquons d'être submergés par la tâche, les choses vont aller très vite à partir de maintenant !* » En effet, toute l'équipe dirigeante de l'AFDL constituée à Goma a été dépassée par l'ampleur de la tâche dès qu'elle a occupé la ville de Lubumbashi. Elle a rapidement bricolé un projet de société et tracé les grandes lignes de sa politique générale pour répondre à la demande des médias internationaux. Ce document fut fort critiqué dans les milieux congolais de Bruxelles. Les Progressistes se réunirent pour l'étoffer davantage, mais, la course pour le positionnement au pays fit que les véritables planificateurs et idéologues cachèrent leurs projets, préférant se rendre à Lubumbashi ou à Kinshasa, chacun avec, dans sa poche, son propre projet de société ! Avaient-ils réussi à faire passer leurs idées ? On dirait que non ! Le projet de société ainsi que l'idéologie que le Président Kabila présente à notre peuple semblent s'adresser à des sociétés du passé. On a l'impression que pour M. Kabila et son AFDL, la société congolaise n'a plus évolué depuis la mort de Patrice Lumumba ou celle de Pierre Mulele. Elle serait restée figée, immuable, à l'écart de l'évolution du monde environnant !

Qui croit encore dans le marxisme-léninisme ? Qui croit encore dans l'égalité des classes sociales et les révolutions dites populaires ? Qui croit encore dans les écoles des Partis où l'on dispense des programmes d'éducation idéologique et politique ? La Yougoslavie a volé en éclat, l'URSS a aussi implosé, la Tchécoslovaquie de même ! La Chine, après les massacres des étudiants en 1989 et la reprise de Hong Kong, n'est plus la même Chine du Grand Leader Mao. La République Démocratique Allemande n'existe plus. Même Cuba est essoufflé et ne peut plus continuer son idéologie à côté de son géant et remuant voisin. Plus près de nous, la Libye est quasi asphyxiée. Au vu de tous ces échecs, l'AFDL veut imposer son *idéologie marxisante* au Congo ! M. Kabila et certains membres de son équipe ont vécu dans ces pays-là ou les ont visités

! Quelle leçon en ont-ils tirée ? Monsieur le Président, il est temps de se réveiller. La lutte pour l'instauration de la démocratie dans notre pays a permis aux Congolaises et aux Congolais de développer des consciences démocratiques plus élevées. Elle doit reprendre là où la CNS l'avait amenée. Toute autre voie choisie ne peut répondre qu'à un sentiment d'orgueil mal placé, car il s'agit ici des aspirations profondes d'un peuple et non de la conduite d'un troupeau d'agneaux !

4. Quatrième erreur politique de Kabila : suspension des partis politiques et organisations non gouvernementales

La suspension des activités des partis politiques et de toutes les organisations apolitiques, mais assimilées aux partis politiques par le gouvernement de M. Kabila, a été l'une des premières mesures prises par ce dernier au lendemain de son arrivée à Kinshasa. Ce réflexe d'autodéfense a dévoilé ses faiblesses. En effet, les partis politiques qu'il vient de suspendre ont des assises dans le pays. Par contre, son propre parti, le PRP, a évolué à l'extérieur du pays au cours de ce dernier quart de siècle et n'est plus connu des Congolais. Il en est de même de l'AFDL qui vient de le porter au pouvoir par les armes. L'AFDL semble être une association momentanée d'intérêts obscurs au vu des luttes internes qui ne cessent de la lézarder et dont la durée n'est pas connue. Au cours de la lecture de la déclaration politique du Gouvernement de Salut public du 17 janvier 1998, M. Gaëtan Kakudji, Ministre d'État chargé des Affaires Intérieures, lança une sévère mise en garde contre tous ceux qui torpillent les actions du gouvernement par la création des partis politiques sous le couvert des ONG.

Il dira en substance :

«- Le Gouvernement rappelle que l'interdiction de toutes les activités des partis politiques reste en vigueur. Le pays vivant un État d'exception, tous ceux qui enfreindront cette interdiction seront traduits devant les tribunaux militaires.

- Le Gouvernement dénonce les manœuvres de tous ceux qui créent des partis politiques sous forme des ONG ou associations diverses. La même mise en garde concerne ceux qui se réclament du soi-disant PRP, en sigle (comme le parti fondé par Kabila) et qui, en réalité, s'appelle Perspectives Révolutionnaires Pro-Kabila constitué par des confusionnistes et anarchistes, aussi bien que ceux qui se réclament de Patrice Emery Lumumba, et qui croient qu'ils peuvent faire exception.

- Le Gouvernement réaffirme que seule l'AFDL, creuset et mouvement de toutes les forces patriotiques congolaises décidées de reconstruire leur pays, est habilitée à conduire la République Démocratique du Congo vers des échéances démocratiques. Le Gouvernement refuse de se laisser distraire dans l'exécution de son programme de reconstruction nationale de peur que la durée de la transition de deux ans prévue initialement ne soit inutilement prolongée ».

Mais, M. Kabila oublie que c'est grâce à l'action, aux privations et au sang des membres de ces partis qu'il doit sa propre victoire sur l'armée de M. Mobutu. C'est grâce aux diverses initiatives des ONG que le peuple a survécu pendant toutes ces années de crise. Comment peut-on prétendre mener le pays vers la démocratie si l'on refuse l'ouverture d'un débat auquel participeraient toutes les forces vives de la

nation ? L'AFDL est-elle l'héritière du MPR-Parti-État ? Le dernier paragraphe de cette déclaration le montre clairement ! Le Président Kabila voudrait profiter de cette période pour asseoir son propre mouvement. Mais lequel ? Car, avec la défection des Tutsis (Bizima, Bugera, etc.) et autres groupuscules qui en constituaient la principale ossature, nous pensons que l'AFDL appartiendra bientôt aux mouvements de l'histoire politique du Congo. Comment peut-on prétendre être démocrate ou faiseur de démocratie et bâillonner les partis qui devraient permettre, animer et enrichir le débat démocratique ? Le démocrate libérateur du peuple a emprisonné la démocratie au Congo ! Belle contradiction ! Mais, M. Kabila doit savoir, et il le sait car il l'avait déjà écrit quelque part, **que le peuple a le droit de résister à toute forme de dictature** ! Du choc des idées jaillit la lumière, dit-on. Par contre, l'absence de tout débat et de tout dialogue franc ne peut que nous ouvrir la porte sur une nouvelle ère de l'obscurantisme.

5. Cinquième erreur politique de Kabila : Nomination des étrangers à des postes stratégiques et névralgiques de la nation

Le Congo est l'unique pays au monde où l'étranger jouit de la part des dirigeants de plus d'égards et de protection que l'autochtone, un paradis pour l'étranger mais un enfer pour le natif. C'est la chance de l'étranger et ce n'est pas de sa faute. Cependant, on n'a jamais hypothéqué l'intégrité du territoire national. En effet, si dans le régime de Mobutu, la dictature avait réussi plus ou moins bien à masquer les origines de certains individus (Bisengimana, Kengo, Seti, etc.) et à contenir le très sensible problème de nationalité dans les deux provinces du Kivu, par contre M. Kabila et l'AFDL viennent de dépasser les limites de l'acceptable. Les postes de responsabilité dans la sécurité, dans l'armée, dans le gouvernement et dans les entreprises publiques sont occupés par des étrangers, amis de Mzee Kabila. S'agit-il d'une seconde colonisation du Congo en cette fin du vingtième siècle ? Pourquoi pas ? Peut-être serait-il inscrit dans notre génome que nous serons toujours colonisés par des pays plus petits que le Congo ?

La présence de tant d'étrangers n'a pas manqué d'égratigner le sentiment nationaliste des Congolais. Ils se sentent humiliés. L'armée de libération d'hier est plutôt une armée d'occupation ! Maintenant que tous ces gens ont découvert nos points forts et recensé nos points faibles, comment vont-ils réagir lorsque les véritables nationalistes se réveilleront pour réclamer leur souveraineté perdue le 17 mai 1997 ? M. Kabila aura-t-il suffisamment de force pour les combattre ? Ne cédera-t-il pas aux pressions de cette minorité qu'il a rendue forte et qu'il a parachutée au pouvoir ? Lui qui a si longtemps prêché le nationalisme, ne se sent-il pas trop à l'étroit dans son pouvoir aujourd'hui ? Les Congolais ont tous constaté qu'un groupe immigré, hier accueilli avec compassion comme réfugié sur notre territoire, a non seulement abusé de l'hospitalité, mais il a aussi réussi à faire main basse sur tout l'appareil de l'État. Posons naïvement la question suivante au Président Kabila : **« Qui a utilisé qui dans la prise de pouvoir du 17 mai 1997 ? »**

6. Sixième erreur politique de Kabila : rejet de toutes les résolutions de la Conférence Nationale Souveraine (CNS)

Malgré ses difficultés et ses imperfections, la CNS a permis aux délégués du peuple d'arracher au dictateur Mobutu l'initiative du changement, de poser les bases d'une Transition acceptée par tous comme une période d'apprentissage de la démocratie et surtout de définir ensemble les institutions de la Troisième République. Toutes les résolutions de la CNS sont qualifiées de *nulles et non avenues* par le Président Kabila. Mais, depuis cette déclaration, M. Kabila n'a encore rien proposé au peuple congolais qui puisse lui rendre son espoir de voir un jour la démocratie instaurée au Congo. La nature a horreur du vide, dit-on ! Si rien de valable ni de meilleur n'est proposé au peuple, nous nous retrouverons bientôt dans le cycle des violences. Il n'y a pas de honte à reconnaître ses erreurs. Pourquoi ne peut-il pas admettre qu'il s'est trompé et accepter de reprendre les affaires là où la CNS les avait laissées, c'est-à-dire à ses résolutions ? Le fait démocratique devant être constamment ajusté, il y a lieu de penser que ces résolutions peuvent aussi être revues, corrigées et adaptées aux nouvelles réalités et à l'évolution de notre société. Organiser un nouveau forum, qui aboutira presque certainement aux mêmes conclusions, tout simplement parce que l'on n'a pas assisté au premier (à qui la faute ?) serait une perte de temps et d'argent. Nous sentons là des manœuvres politiques derrière ce rejet : *l'AFDL a besoin du temps pour s'implanter dans le pays !*

7. Septième erreur politique de Kabila : suppression des libertés d'expression et d'opinions

La lutte du peuple congolais a un seul objectif : *instaurer au Congo la démocratie, créer un État de droit où toutes les libertés seront garanties*. Les principes moteurs de cette marche vers la démocratie ont été formulés et acceptés par consensus à la Conférence Nationale Souveraine. N'eut été le blocage de la famille politique de Mobutu, sans cesse dénoncé par la population, nous aurions fait du chemin dans la réalisation de notre objectif. M. Kabila arrive le 17 mai 1997 et prétend avoir le monopole de la volonté de changement, exactement comme Mobutu jadis ! Il connaît tout, il pense pour tous, il a seul la parole, seule l'AFDL peut tenir des réunions politiques, elle peut user et abuser des facilités de la Radio et de la Télévision nationale, seules les opinions du Président Kabila comptent, les mérites de l'AFDL sont seuls honorables et dignes de louanges. Les Congolais ont affaire à des hommes parfaits, blancs comme du coton sans grains et qui connaissent toutes leurs aspirations. Nous sommes frappé par la similitude entre certaines pratiques longtemps oubliées du MPR-Parti-État de Mobutu et celles de l'AFDL et de son chef. Ceux des Congolais qui ont osé hausser le ton pour dénoncer ces déviations et ces dérives totalitaires ont été jetés en prison pour *haute trahison* (Prof. Kalele, M. Ngoma Z'Ahidi, M. Olengha Nkoyi, M. Kabanda, etc.). D'autres ont été sommairement exécutés pour le même motif sans jamais connaître un jugement. La liste des prisonniers d'opinions ne cesse de s'allonger dans notre pays (Cfr. les différents rapports, de mars 1996 à juin 1998, de l'Amnesty International, *Human Rights Watch/Africa*, Médecins Sans-Frontières, Centre International des Droits de la

personne et du développement démocratique (CIDPDD), Collectif d'actions pour le développement des droits de l'Homme, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), AZADHO, La voix des sans-voix pour les droits de l'homme/Kinshasa, etc.). Cependant, les Congolais ne sont plus dupes. Ils ont déjà établi leur équation :

Kabilisme + libération + dérive totalitaire = Mobutisme.

Nous sommes rentrés au point de départ : le pouvoir n'appartient pas encore au peuple comme l'AFDL nous le chante à la Radio et à la Télévision nationale.

8. Huitième erreur politique de Kabila : non-respect des droits de l'Homme

Les Congolais n'ont pas que des devoirs envers tous les dictateurs qui se succèdent à la tête du Congo. Ils ont aussi des droits : droit à la vie, droit de décider de leur avenir, droit à la dignité, tout court. Plusieurs quotidiens de la capitale et de l'intérieur du pays ainsi que plusieurs organisations humanitaires ont dénoncé les violations des droits de l'Homme dès l'installation au Congo du régime Kabila : arrestations arbitraires, assassinats, mutilations, etc. Les *Kadogo* (enfants-soldats) distribuent les coups de fouet selon leur règle dite *Âge-Recto-verso*, c'est-à-dire, le condamné (*devant quel tribunal ?*) recevra un nombre de coups de fouet égal à son âge, moitié sur le ventre (*recto*), l'autre moitié sur les fesses (*verso*) ! La torture inhumaine dans certains cachots à l'intérieur du pays, y compris dans sa propre province du Katanga, laisse croire qu'elle se fait avec sa présidentielle bénédiction. Les témoignages sont accablants.

Ces cas de violations des droits de l'Homme ont été également relevés en juillet 1997, soit environ deux mois après l'arrivée de M. Kabila au pouvoir, par le Katangais Kabuya Lumuna Sando dans sa «*Lettre ouverte à Laurent-Désiré Kabila. Démocratie et droits de l'Homme au Congo-Zaïre*». Dans ce document d'une centaine de pages, Kabuya Lumuna Sando charge le Président Kabila de tous les massacres des Hutus dans la province du Kivu et à Kinshasa. La démocratie rime-t-elle avec la brimade, la répression de ses concitoyens et le non-respect des droits de l'Homme ? Le catéchisme de l'AFDL semble avoir oublié un chapitre très important : *la protection des droits de tous et de chacun, la protection des biens de tous*. La population congolaise et la communauté internationale attendent avec impatience le procès des responsables de tous les abus commis dans ce domaine. L'impunité ne peut plus continuer à régner et ne pourra non plus rester longtemps impunie !

9. Neuvième erreur politique de Kabila : Arrestations arbitraires et mise à l'écart de ses compagnons de lutte

Dans toute démocratie, la présomption ne constitue pas une faute, un délit qui mène à la prison la personne sur laquelle se portent des soupçons. Sans vouloir plaider pour les amis du Président Kabila qui croupissent dans les prisons à Kinshasa et à Lubumbashi, nous constatons seulement que la confiance n'est pas le maître-mot

dans l'équipe que l'AFDL nous a présentée au lendemain de sa prise de pouvoir : *Tout le monde se méfie de tout le monde ! Cet état d'esprit se remarque dès la naissance de l'AFDL et la prise de Goma par ses forces. Tenez.*

- M. André Ngandu Kisase est Chef militaire lumumbiste du Conseil National de Résistance pour la Démocratie (CNRD). Il est admis que c'est lui qui a initié le mouvement armé qui a vu le jour en 1993. C'est ce mouvement qui va constituer les fondements de la future AFDL dont Laurent-Désiré Kabila n'est que le porte-parole. M. Ngandu Kisase est assassiné dans des circonstances inexplicables par les soldats de M. Kabila (Cfr. Chronologie en annexe). Toujours est-il que ce dernier a tiré profit de cette mort, il est désormais le numéro un du mouvement qui va à la conquête du pouvoir à Kinshasa.

- Lorsque les Professeurs Mbaya et Mufuta, et d'autres encore qui étaient de leur voyage, arrivèrent à Lubumbashi via Lusaka, ils furent arrêtés sur ordre de Gaëtan Kakudji, alors Gouverneur du Katanga, qui pourtant les connaissait très bien pour les avoir rencontrés dans les réunions des Progressistes et Lumumbistes à travers toute l'Europe. Ils n'avaient été relâchés que sur ordre personnel du Président Kabila ! C'était un signal fort pour le Professeur Mbaya qui, malgré toute sa science, n'avait pas su décrypter le message de son ami Kabila. Il croupit aujourd'hui dans une prison de Kinshasa, soupçonné d'avoir volé des millions de dollars ! Tous ses proches, comme du reste ses adversaires, disent que cet homme-là peut être condamné pour toute autre chose, mais jamais pour un vol d'argent ! Il n'est pas le seul dans le cas, plusieurs autres hauts responsables du premier gouvernement de Salut Public ont connu des déboires : Paul Kabongo, Masasu, Raphaël Ghenda, Kalala Shambuyi, Kambale et plusieurs autres compagnons de la première heure de M. Kabila. Même le Ministre des Finances, M. Tala Ngayi, semble avoir aussi des problèmes sérieux après son voyage aux USA. Notez que le hasard a tout naturellement bien voulu que toutes ces personnes soient originaires des provinces autres que celle du Président Kabila ! Sans commentaire !

Que dire alors des opportunistes débauchés des autres partis politiques de l'Opposition ? Par exemple, Madame Justine Mpoyo Kasavubu, ancienne représentante de l'UDPS au Benelux, en a fait une petite expérience amère. Nommée Ministre de la Fonction Publique du premier gouvernement de Salut Public le 22 mai 1997, elle descendit à Kinshasa avec toutes les bonnes volontés de contribuer à la reconstruction du pays, mais aussi avec, dans ses valises, toute la presse belge ! C'est cette même presse qui la fit éjecter, telle une fusée, du gouvernement de Salut Public dans lequel pourtant elle croyait ferme. La presse belge fit sa propagande qui finit par gêner les autres ministres et le Président Kabila. On vit à la Télévision belge : - Madame Mpoyo Kasavubu dans ses appartements à l'Hôtel Intercontinental de Kinshasa - Madame Mpoyo Kasavubu s'inclinant sur la tombe de son père dans son village au Bas-Congo - Madame Mpoyo Kasavubu dans son bureau de la Fonction Publique de Kinshasa-Gombe - Madame Mpoyo Kasavubu négociant chez Marsavco, une savonnerie-huilerie de Kinshasa, l'achat des détergents sanitaires pour nettoyer ses bureaux - Madame Mpoyo Kasavubu annonçant la création de la Fondation Président Kasavubu, etc. Mais, Madame Mpoyo Kasavubu avait oublié

qu'elle travaillait au milieu des Lumumbistes et Progressistes qui n'avaient pas toujours une haute et respectable idée du feu Président Kasavubu, son illustre père ! De la Fonction Publique, elle fut renvoyée à Bruxelles avec le titre non moins pompeux de Ministre-Résident ! Malheureusement, elle mit trop de temps pour comprendre que, désormais, elle n'était plus qu'un simple fonctionnaire de son ex-collègue Ministre des Affaires Étrangères, le Tutsi Bizima Karaha *alias* Bizimana Karamuheto, c'est selon !

Beaucoup de professeurs d'universités et instituts supérieurs, de nombreux combattants des partis politiques et leurs leaders furent jetés en prison pour avoir tenu des réunions politiques ou pour avoir ouvertement fait des critiques à l'AFDL et à son Chef.

Au vu de ce qui précède, il est difficile de comprendre la logique du Président Kabila et de cerner sa personnalité. Il crée des tourbillons à l'extérieur et à l'intérieur même de sa propre case. Il devra faire attention au vertige qui pourra résulter de la conjugaison de ces deux forces. L'avenir seul nous le dira.

10. Dixième erreur politique de Kabila : Le tribalisme et le régionalisme

L'AFDL prône l'unité nationale, mais, ne joint pas les actes à la parole. Ça nous rappelle amèrement la période du MPR. Le Président Mobutu l'avait fait aussi. Pendant qu'il prêchait l'unité nationale, c'était plutôt le *quota régional* qui frappait les ressortissants de certaines régions ou provinces du Zaïre. Pendant qu'il nous chantait *non au tribalisme*, c'était la *Gbandisation* de tout l'appareil de l'État. Pendant qu'on demandait aux uns de *serrer la ceinture*, c'était la bombance dans les milieux Gbandi. Pendant qu'on arrêtait les pauvres fonctionnaires pour avoir vendu les archives des procès-verbaux des affaires de l'État aux marchands de cacahuètes afin de pouvoir nouer les deux bouts du mois, les dignitaires et les membres du clan du Président Mobutu dépensaient des centaines de milliers de dollars pour des fêtes d'anniversaire, chez leurs coiffeurs ou chez leurs marabouts ! Le Président Kabila nous donne les mêmes signaux. Il met en prison les dignitaires pilliers du régime passé : Kikunda, Bemba, Kamitatu, Tshiongo, Mukamba, etc. Mais les Congolais constatent que les dignitaires katangais circulent librement.

Le cas de M. Nyembo Shabani, un Katangais, a été même scandaleux. Interpellé sur cette politique discriminatoire au cours d'une rencontre avec la presse nationale, le Président Kabila fut très gêné et demanda à son Ministre de la Justice de fournir des explications. Prenant la parole, ce dernier dit : « ...nos inspecteurs ont aperçu M. Nyembo Shabani entrant dans un couvent des religieuses à Kinshasa. Lorsqu'ils sont entrés à leur tour, M. Shabani, plus futé qu'eux, avait disparu ! » Ce qui ne manqua pas de provoquer des éclats de rire dans la salle. Mais, de qui se moque-t-on ?

M. Kyungu wa Kumwanza, un autre Katangais, connu pour avoir planifié, organisé et exécuté le génocide et la persécution des Kasaiens dans toute la province du Katanga et pour avoir, par voie de conséquence, provoqué la ruine de l'économie de cette province, est repris dans les rangs de l'AFDL, il passe à la Radio et à la Télévision

pendant que d'autres dignitaires vivent la misère en prison ou sont en résidence surveillée ! Aux dernières nouvelles, ce sieur vient d'être nommé à un poste d'Ambassadeur par le Président Kabila.

Nous pouvons aussi citer cet autre cas auquel les spécialistes des contradictions politiques du Congo-Zaïre n'ont pas encore songé à nous fournir une explication rationnelle. Il s'agit de M. Sakombi Inongo, ancien Ministre de l'Information et père du Mobutisme (c'est lui-même qui le déclare !). Ce monsieur a fait un témoignage dans les assemblées chrétiennes qu'il fréquente sur les torts qu'il a faits au peuple zaïrois, aujourd'hui Congolais. Il ne s'est pas encore expliqué avec la justice de notre pays. Même si on dit qu'une faute avouée est à moitié pardonnée, M. Sakombi doit au moins répondre de l'autre moitié ! Mais, parce qu'il a une femme katangaise (mulubakat ?) proche de Kabila, il peut être absout de tout péché et nommé Conseiller en communication au bureau du Président Kabila ! M. Sakombi nous sert encore son vieux discours aux couleurs mobutiennes largement dépassé : « *Le Président Kabila est un envoyé de Dieu. Ce dernier l'a envoyé parmi nous pour sauver le Congo...* ». Les personnes intéressées peuvent lire son interview publiée par le *Soft International* de Kin-Kiey Mulumba du 12 au 18 décembre 1997. Après avoir lancé Mobutu sur une orbite céleste, M. Sakombi veut-il encore propulser le Président Kabila dans les nuages ? Évidemment, ce type de discours passe facilement dans les rangs de l'AFDL qui adore les vieux slogans de l'époque du marxisme-léninisme et qui s'entoure aujourd'hui des fossiles vivants de notre chère classe politique !

Nous nous posons parfois ces questions : quelles différences y a-t-il entre un Umba Kya Mitala, ancien PDG de la Gécamines et un Tshiongo Tshibi Nkubula wa Ntumba de la Regideso ou un Kikunda de l'Air Zaïre ? Quelles différences y a-t-il entre un Kibassa Maliba et un Olengha Nkoyi ou un Tshisekedi wa Mulumba ? Nous répondons qu'il n'y en a qu'une seule : *les uns sont Katangais, les autres pas !* Le régionalisme, ça compte en politique africaine ! Tous ceux qui, dans le régime Mobutu, ont commis des délits, doivent connaître le même traitement devant les tribunaux et ce, quelle que soit leur province d'origine. Toute autre procédure relèverait de l'injustice, de la discrimination, bref, de l'arbitraire !

Le Président Kabila qui a fini d'installer des étrangers jusqu'au sommet de l'État, largue les amis d'hier pour la simple raison qu'ils appartiennent à d'autres tribus. Ainsi, il est entré comme son prédécesseur dans l'ère du ***nationalisme tribal*** prôné par son frère de tribu, M. Kabuya Lumuna Sando, qualifié par Bakajika (1997) de cerveau de l'épuration ethnique des Kasaiens au Katanga en 1992.

On ne peut certes renier ses origines, ni son clan, ni sa tribu ni même sa région ou province. Mais, on ne doit pas en faire un ascenseur politique ni encore moins un instrument de démocratisation dans l'étape actuelle de l'évolution de notre pays.

11. Onzième erreur politique de Kabila : Manque de diplomatie vis-à-vis de la communauté internationale

Il n'est plus un secret pour personne aujourd'hui que les problèmes politiques du Congo trouvent leur origine principalement à l'extérieur du pays, dans les milieux des grandes firmes multinationales qui se disputent le contrôle de ses richesses du sol et du sous-sol. Aucun politicien congolais n'ignore cette réalité. Il suffit de rappeler les nombreuses réunions nocturnes des marchands de canon aussi bien à Goma, à Kigali qu'à Kampala pour aider les troupes de M. Kabila au début du conflit qui l'a porté au pouvoir.

Il y a de nombreuses firmes étrangères qui ont signé des contrats d'exploitation minière avant même que M. Kabila ait gagné la guerre. Parmi elles, il y en avait de sérieuses et des coureuses de bonnes affaires. Quelle que soit leur couleur, ces firmes sont toujours soutenues par leurs pays d'origine respectifs, de telle sorte que la résiliation ou la révision d'un contrat signé peut vous valoir des menaces et des pressions de toutes sortes de la part de ces pays. Partout en Afrique, les populations ont fini par comprendre que leurs *Présidents Fondateurs* et autres *Guides éclairés* de leurs révolutions ne sont que des *PDG* (*Présidents-Délégués Généraux*), des *Coordonnateurs* de la gestion des anciennes colonies. D'où l'impérieuse nécessité pour ces pseudo-présidents des républiques de la savane et de la forêt de ménager leur langage diplomatique et de figoler leur politique extérieure pour ne pas froisser les grands de ce monde, ces faiseurs des républiques et de leurs dirigeants. M. Kabila ne l'a pas encore compris. Il a nommé à la tête de la diplomatie d'un pays aussi vaste, aussi riche et aussi convoité que le Congo, un jeune homme sans maturité ni en politique ni en diplomatie.

Maître Kamanda wa Kamanda (*in JA*, 1998), dernier Ministre des Affaires Étrangères du Président Mobutu, rapporte que lors d'un round de négociations à Pretoria devant le Président Mandela, la première chose que Bizima a dite en entrant dans la salle, a été : « *Monsieur le Président, je suis heureux de me trouver en face de la délégation officielle. Je voudrais dire à ces paresseux (...) qu'ici on va enfin se mettre au travail. Ils n'ont jamais rien fait, ils n'ont même pas construit un édifice comme celui-ci au Zaïre. Pour un pays comme le nôtre, c'est honteux !* ». En diplomatie, c'est comme devant les aînés, il y a certaines convenances qu'il faut observer même si l'on est en position de force. Et le vieux Mandela le méritait bien ! En outre, la diplomatie, dit-on au Ministère des Affaires Étrangères à Kinshasa, c'est comme la médecine, elle s'apprend aussi dans les universités ! L'époque des autodidactes et autres *self-made-men* est révolue !

Pendant ce temps, les nombreux diplomates de carrière du Ministère des Affaires Étrangères sont humiliés et ridiculisés. Les interventions du Président Kabila dans les rencontres à l'extérieur du pays laissent toujours un goût amer. On a l'impression que ses discours ne sont pas assez préparés, aucune recherche profonde n'est faite pour lui fournir des arguments pour convaincre et non pour froisser les

sensibilités des milieux extérieurs. Pourquoi dès lors s'étonner que les financements ne suivent pas les promesses faites par les Occidentaux ?

Évidemment tout s'apprend, mais il faut aussi s'entourer des technocrates chevronnés, des gens capables de produire des analyses profondes dans toutes les situations. Le langage en période de guerre n'est pas le même qu'en temps de paix. Il évolue. L'AFDL ne semble pas percevoir cette évolution. D'où la confrontation avec la communauté internationale dans les affaires de contrats miniers, dans les affaires de massacres des Hutus rwandais au Congo, dans les affaires de récupération à l'étranger de l'argent et des biens du Président Mobutu et des Mobutistes, dans les affaires des ONG du Kivu, dans les affaires d'atteintes aux droits de l'homme ou, tout simplement, dans la remise en marche du processus démocratique.

12. Douzième erreur politique de Kabila : refus de démilitariser les Kadogo (enfants-soldats)

Le 17 mai 1997 a été mémorable. Les Kinois voient entrer dans la ville de Kinshasa une longue file d'enfants en tenue militaire, les célèbres bottes en caoutchouc aux pieds et en mains des fusils qui souvent dépassaient la taille de ceux qui les portaient : c'est l'entrée triomphale des vainqueurs dans la capitale ! Le peuple congolais est ému devant ces jeunes enfants qui ont libéré leur pays de l'emprise du dictateur Mobutu. La scène fait couler des larmes aux âmes sensibles ! Ces braves enfants ont parcouru plus de deux mille kilomètres à pied ! Leurs camarades sont morts au combat ou de maladie sur la longue piste, en forêt comme en savane.

Une fois la paix établie, il était de bon ton de démilitariser les *Kadogo* afin de les remettre à l'école. Certes, il y en a qui sont fiers de continuer à servir leur pays sous le drapeau. Même alors, il est important pour eux de renforcer leur instruction brutalement interrompue pour une cause noble. Le gouvernement devrait faire appel à nos psychologues, à nos pédagogues et à nos médecins spécialistes de traumatisme psychique pour mettre au point des programmes adaptés à cette catégorie de citoyens. On ne peut pas les priver de leur droit à l'instruction, à la formation sous prétexte qu'ils ont *choisi* l'armée. Car, tôt ou tard, ils demanderont des comptes à la République.

Pour le peuple congolais, le gouvernement de Salut Public devra un jour répondre devant la nation toute entière des erreurs que les *Kadogo* ont commises avec leurs armes qu'ils considéraient souvent comme des jouets.

TROISIÈME PARTIE

VERS UN DEUXIÈME ÉCHEC DES PROGRESSISTES CONGOLAIS ?

Patrice Emery Lumumba, le martyr de notre indépendance, était connu pour ses fermes prises de position et son intransigeance sur les matières relatives à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à la gestion de nombreuses richesses de notre pays. Mais, il était aussi connu pour la confiance qu'il faisait trop facilement à ses collaborateurs, à ses compatriotes. Cette attitude naturelle trop confiante (et naïve) de cet homme le perdit. C'est son ex-secrétaire particulier et garçon de course, un certain Joseph-Désiré Mobutu, en qui il disait avoir pleinement confiance, qu'il avait personnellement remis dans l'armée et élevé au grade de Colonel malgré l'opposition de certains Parlementaires (Kalonji Ditunga Mulopwé, 1991), c'est cet homme de confiance qui le poignarda lâchement dans le dos ! Les forces du mal menèrent la chasse à tous les Lumumbistes et Progressistes à travers tout le Congo. Plusieurs personnes furent tuées pour avoir partagé ses idées. Ce sont les martyrs de l'ombre, ces morts inconnus.

Pierre Mulele, compagnon de Lumumba, Ministre de l'Éducation dans son gouvernement et grand combattant progressiste, pécha aussi par excès de confiance ou par naïveté. Il tomba dans le piège lui tendu par Justin Bomboko, Ministre des Affaires étrangères de Mobutu et fut aussi sauvagement exécuté dans la nuit du 2 au 3 octobre 1968. Les Congolais qui ont eu la chance de visionner les images filmées de cet assassinat ont tous eu des sueurs froides dans le dos en voyant comment on extrayait à l'aide d'un poignard les yeux de M. Mulele et on le démembrait encore vivant ! Une purge fut même organisée dans son village par le Président Mobutu. Le reste de ses troupes se dispersa. Les tentatives d'Antoine Gizenga, André-Guillaume Lubaya et Pauline Lumumba d'une part, et d'autre part, celle de Gaston Soumialot, Christophe Gbenye et Laurent-Désiré Kabila pour récupérer le pouvoir furent vouées à l'échec. Les survivants s'exilèrent dans différents pays, d'autres, tels que Dominique Sakombi Inongo, Cléophas Kamitatu Masamba, composèrent avec le régime Mobutu. Ce fut le premier échec des mouvements progressistes du Congo.

Aujourd'hui, les Progressistes sont revenus aux affaires. Que de contradictions ils nous offrent ! L'échec de M. Kabila serait aussi celui des Progressistes congolais, de ceux qui se réclament héritiers de la pensée de Lumumba et de Mulele. Une fois de plus, ils ont péché par excès de confiance, *non pas envers leurs frères*, dont ils se méfient encore, *mais envers les étrangers* qui les ont aidés à prendre le pouvoir. Ils semblent sous-estimer les ambitions de ces étrangers. Tout ce que l'on peut dire, c'est que les Progressistes congolais viennent, une fois de plus, de montrer leurs limites à plusieurs niveaux dans un an d'exercice du pouvoir :

- incapacité à conserver le pouvoir sans rechercher des conflits ;
- incapacité à gérer notre peuple et ses contradictions internes ainsi que les conflits régionaux ;
- incapacité à comprendre les nouvelles valeurs développées par notre peuple et ses profondes aspirations pour la démocratie ;

- incapacité de lancer des signaux clairs et nets pour un Congo véritablement uni et démocratique ;
- incapacité à intégrer les changements intervenus dans le monde communiste ;
- enfin, mauvaise gestion de l'héritage du régime passé, c'est-à-dire, les actifs et les passifs du régime de Mobutu, y compris ses opposants, etc.

Le silence de tous les Progressistes devant tant d'irrégularités manifestes nous révolte. Ou ils sont complices, ou ils sont devenus lâches et aphones, ayant avalé leur langue. Où sont passés ces analystes et critiques d'hier ? De toutes les façons, le chemin de leur échec semble déjà balisé. Comme nous l'avons signalé ci-dessus, ils se sont trompés de point de départ : ils ont ramené leur lutte là où Lumumba et Mulele l'avaient laissée, oubliant l'évolution des consciences qui s'est opérée depuis longtemps dans notre société et dans le monde. Comment concilier l'économie de marché de type capitaliste qui vient de s'imposer dans le monde entier avec une idéologie politique de type marxiste-léniniste ? Peut-être l'histoire donnera-t-elle raison au Commandant Ché Guevara qui, il y a plus de 34 ans, avait prédit l'échec de l'entreprise des Progressistes congolais.

Conclusion

Nous venons d'énumérer les douze erreurs politiques du Président Laurent-Désiré Kabila et de son AFDL après un an de pouvoir sans partage. Il y en a tant d'autres. Par exemple, sur les véritables détournements de fonds publics, sur les mœurs. Nous laissons le lecteur réfléchir à toutes ces erreurs et, peut-être, songer à proposer des solutions au Président Kabila. Car, l'heure de l'ouverture démocratique ne saura tarder. En effet, au vu de la gravité de ces erreurs, ou bien, le Président changera le fusil d'épaule pour s'ouvrir à la véritable démocratie pour laquelle le peuple a déjà versé trop de son sang, ou bien, il sera emporté par les tourbillons qu'il a lui-même provoqués aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre pays.

Pour terminer, nous voudrions emprunter ce paragraphe à M. Kabuya Lumuna Sando (*op. cit.*) dans une lettre ouverte qu'il avait adressée au Président Kabila : « *Le pouvoir ne réside pas tant dans la force de celui qui la détient...il réside davantage dans le consentement du dominé à sa propre domination. Dès lors, la question que vous devriez vous poser,...est celle de savoir par quel moyen vous voulez recueillir le consentement à votre domination ? Par la violence de vos armes et l'arbitraire de vos lois ? Non ! Faites-le par la persuasion, le débat d'idées et la démonstration concrète,...et vous serez démocrate, et vous serez porté aux nues, spontanément* ». A bon entendeur, salut !

Post-scriptum

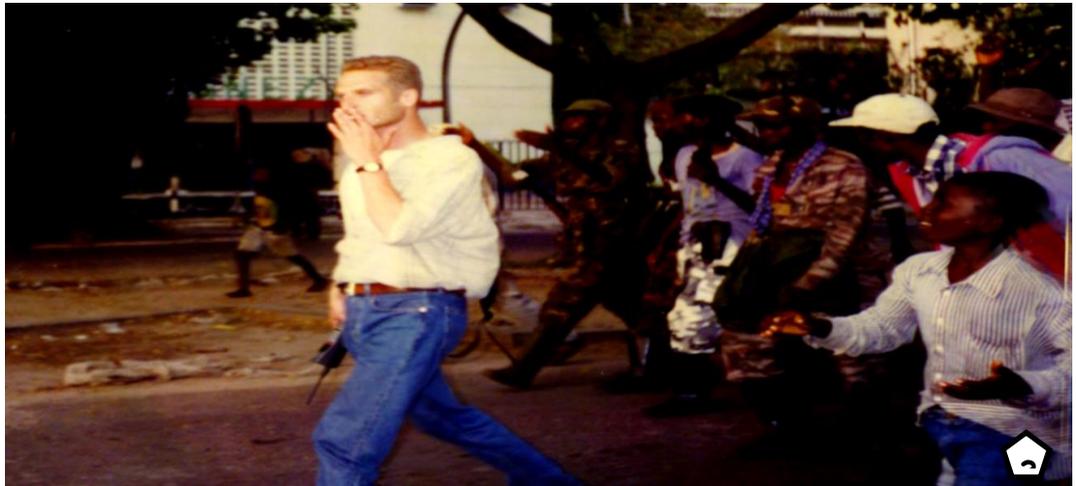
Beaucoup s'attendaient à ce que nous parlions de la *rébellion* des amis d'hier du Président Kabila à Goma et à Kitona ainsi que de l'occupation de notre pays par la coalition ougando-rwandaise. Nous avons presque fini notre manuscrit lorsque cette guerre a éclaté après que le Président Kabila ait remercié, le 27 juillet 1998, les étrangers qui l'avaient aidé à prendre le pouvoir. Cette guerre ne fait que confirmer notre analyse de la situation. Nous avons préféré laisser notre texte tel qu'il a été préparé avant ce conflit.

Remerciements

Je profite de la sortie de la nouvelle édition de cette plaquette pour exprimer mes vifs remerciements aux amis et lecteurs qui m'ont adressé de nombreuses remarques et critiques sur sa première édition. Je leur en suis profondément reconnaissant. J'ai, dans la mesure du possible et sans altérer ma pensée, apporté les corrections qu'ils ont souhaitées. Je remercie aussi M. Perard Joseph, Président du «Comité québécois pour la reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en République Dominicaine (CQRDTHRD Inc.)» pour son aide matérielle dans la réalisation de cet ouvrage. Qu'il trouve ici l'expression de ma profonde gratitude et de ma foi dans notre engagement. Cette nouvelle édition n'aurait pu voir le jour n'eut été l'encouragement de M. Jean-Bosco Kongolo Mulangalwend. Qu'il trouve ici mes sincères remerciements.

J'avais particulièrement apprécié le niveau des débats que la première édition avait suscités chez mes compatriotes. Quant à ceux qui, en mai 1998, virent dans cette analyse une critique non fondée des actions du pouvoir en place à Kinshasa, je conseille de le relire à la lumière de la situation actuelle au Congo. Je serais heureux de recevoir encore leurs critiques et reste ouvert à toute discussion constructive et non partisane afin de contribuer à la consolidation des acquis de la démocratie dans notre pays.

Annexe 1 :



Vues de l'entrée des soldats «Kadogo» de l'AFDL sur le Boul. du 30 Juin à Kinshasa, le 17 mai 1997 à 17 H00 (Photos oriainales. aracieuseté de J.B. Konaolo)

Annexe 2 : La marche du Zaïre au Congo : 1996-1998.

1996 :

- 23 janvier** : - les Mai-Mai (milice armée d'origine zaïroise, constituée de Hunde, Nande, Nyanga et Tembo) attaquent la paroisse de Bibwe, province du Kivu.
- 24 - 26 janvier** : - les militaires de Mobutu pillent la même paroisse.
- 12 février** : - les populations hunde s'attaquent aux populations tutsies et hutues à Sake dans le nord-ouest de Goma, province du Kivu.
- 03 avril** : - les Hutus rwandais assassinent le Chef coutumier hunde à Mweso, province du Kivu.
- 24 avril** : - les réfugiés hutus importent leur conflit au Zaïre : ils attaquent l'Ouganda et le Rwanda à partir du Zaïre.
- 14 mai** : - la milice hutue règle les comptes à des centaines de réfugiés tutsis dans un monastère de Mokoto, province du Kivu.
- 13-14 mai** : - violents combats entre les soldats des FAZ et les populations hunde à Sake, province du Kivu.
- 25-26 mai** : - Mobutu cherche de l'appui auprès de l'ancien Président américain, J. Carter lors d'une rencontre à Genève.
- 01 juin** : - fermeture de l'aéroport de Goma à cause des combats.
- 03 juin** : - le gouvernement zaïrois confirme au Conseil de Sécurité des Nations Unies que la guerre du Masisi (province du Kivu) est une affaire interne et qu'il n'y a pas lieu d'intervenir.
- 06-14 juillet** : - M. Roberto Garreton, rapporteur spécial des droits de l'homme à l'ONU, visite le Zaïre et établit un rapport accablant pour les autorités zaïroises sur la situation des réfugiés rwandais au Zaïre.
- 28 juillet** : - le Zaïre saisit un avion DC-8 plein d'armes en provenance d'Ostende (Belgique) et à destination de Kigali (Rwanda) via Goma.
- 31 juillet** : - *Human Rights Watch/Africa* accuse le Zaïre de complicité dans les conflits ethniques dans la partie nord de la province du Kivu.
- 31 août** : - les milices bafulero de M. Anzuluni Bembe, vice-Président du HCR-PT, s'attaquent aux Tutsis banyamulenge et les chassent du Zaïre. Ce qui suscite la colère du gouvernement de Kigali dont la réaction est très vive et très violente.
- 13 septembre** : - Mobutu accuse les bandes tutsies banyamulenges et zaïro-congolaises d'attaquer le Zaïre à partir du Burundi avec l'aide du gouvernement rwandais.
- 22-24 septembre** : - violents combats entre les villes de Cyangugu (Rwanda) et Bukavu (Zaïre).
- 06 octobre** : - les Tutsis banyamulenges tuent, à l'hôpital de Lemera (Kivu), le personnel médical et de nombreux malades.
- 15 octobre** : - le vice-Gouverneur du Sud-Kivu, M. Lwambanji, lance un ultimatum aux Tutsis banyamulenges : Tous doivent quitter le Zaïre dans un délai d'une semaine ! Le Premier Ministre Kengo, pro-Tutsi, suspend le vice-Gouverneur le lendemain de cet ultimatum.
- 17 octobre** : - violents combats près de la ville d'Uvira entre les troupes des FAZ et les bandes tutsies et zaïro-congolaises venues du Burundi.

- 18 octobre** : - signature à Lemera, près de la ville d'Uvira, d'un protocole d'accord portant naissance de l'*Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo* (AFDL) entre les parties suivantes :
- le *Conseil National de Résistance pour la Démocratie* (CNRD) de M. André Ngandu Kisasé, un Congolais d'origine Tetela ;
 - le *Parti de la Révolution Populaire* (PRP) de M. Laurent-Désiré Kabila, un Congolais d'origine Luba du Nord-Katanga ;
 - le *Mouvement Révolutionnaire pour la Libération du Zaïre* (MRLZ) de M. Nindaga Masasu, un Congolais d'origine Ba-Shi, ayant aidé M. Paul Kagame dans sa prise de pouvoir à Kigali ;
 - l'*Alliance Démocratique des Peuples* (ADP) de M. Déogratias Bugera, un réfugié rwandais d'origine tutsie. Au cours de cette session, M. Ngandu Kisasé est élu Président de l'AFDL, M. Masasu, vice-Président et M. Kabila, Porte-parole.
- 19 octobre** : - toute la ville d'Uvira tombe aux mains de l'AFDL.
- 21 octobre** : - le rapport Garreton signale des horreurs dans les prisons militaires des FAZ : tortures au sexe des hommes, visite des sexes des femmes à la recherche des documents secrets, traitements inhumains.
- 25-26 octobre** : - bombardement par les rebelles de l'AFDL du camp des réfugiés rwandais de Kibumba, suivi de l'attaque à l'artillerie lourde du camp de Katalé, province du Kivu.
- 26 octobre** : - chute de Nyangezi et de Katalé aux mains des rebelles de l'AFDL.
- 26-27 octobre** : - attaque par les rebelles du camp de Panzi, province du Kivu.
- 28 octobre** : - l'ONU accuse le Zaïre d'entraîner et d'armer les milices hutues rwandaises.
- 28-29 octobre** : - violents combats entre les troupes des FAZ et celles de l'AFDL pour le contrôle de la ville de Bukavu. L'archevêque de Bukavu, Mgr Munzehirwa et le Prof. Wasso sont assassinés par les troupes de l'AFDL.
- 30 octobre** : - prise de la ville de Bukavu. Le gouvernement rwandais reconnaît officiellement être intervenu dans les combats pour *neutraliser les unités des FAZ qui bombardaient la ville de Cyangugu*.
- 01 novembre** : - dans une conférence de presse, le Général Eluki Monga Aundu, Chef d'État-Major Général des FAZ, accuse le Premier Ministre Kengo wa Dondo de *ne pas lui fournir les moyens pour faire la guerre*.
- 03 novembre** : - prise de la ville de Goma.
- 05 novembre** : - Sommet de Nairobi I des chefs d'État de la région Centre-Est africain. Étaient présents : Pasteur Bizimungu (Rwanda), Yoweri Museveni (Ouganda), Benjamin Mpaka (Tanzanie), Daniel Arap Moi (Kenya), Frédéric Tshiluba (Zambie), Paul Biya (Cameroun, Président en exercice de l'OUA), Salim Ahmed Salim (Secrétaire Général de l'OUA), Julius Nyerere (ancien Président tanzanien et médiateur dans le conflit burundais). Objectif du sommet : trouver une solution au conflit à l'Est du Zaïre.
- 07 novembre** : - le Porte-parole de l'AFDL, M. Laurent-Désiré Kabila fait appel aux *jeunes zairois de se joindre à l'armée du Peuple*.
- la population de la ville de Kinshasa marche contre le Premier Ministre Kengo wa Dondo, qu'elle accuse de trahison dans la guerre de l'Est du Zaïre encore perçue comme une atteinte à l'intégrité du territoire par un petit pays, le Rwanda.

- 08 novembre** : - l'AFDL nomme des Commissaires politiques pour gouverner les premières villes conquises : Uvira, Bukavu, Goma, etc.
- 11 novembre** : - les militaires de Mobutu pillent à Kinshasa le Centre médical de M. Denis Bazinga, un cadre de l'UDPS.
- 19 novembre** : - l'Ouganda annonce la mort de deux cents personnes lors des combats à sa frontière.
- Mobutu suspend, en pleine guerre, le Général Eluki Monga Aundu de ses fonctions de Chef d'État-Major Général des FAZ. Pendant 30 jours, l'armée nationale sera privée d'un Chef d'État-Major.
- 30 novembre** : - prise de Beni par les rebelles de l'AFDL.
- 01 décembre** : - le Zaïre se rend enfin compte que l'armée ougandaise est impliquée dans la guerre du Kivu et accuse l'Ouganda.
- 02 décembre** : - les rebelles affirment contrôler certains quartiers de la ville de Kisangani.
- 03 décembre** : - le Premier Ministre Kengo wa Dondo dénonce les ambitions annexionnistes de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi sur la partie Est du Zaïre afin de créer un empire tutsi.
- 08 décembre** : - prise de Bunia par les rebelles de l'AFDL.
- 09 décembre** : - l'archevêque de Kisangani, chef-lieu de la province du Haut-Zaïre (Province Orientale), lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle intervienne dans la guerre de l'Est du Zaïre. Cet appel ne sera pas entendu.
- 16-17 décembre** : - Sommet de Nairobi II : mêmes invités et même objectif qu'au sommet de Nairobi I du 5 novembre 1996. Deux autres personnalités s'y ajoutent : le Président Nelson Mandela (République Sud-Africaine), le Président Robert Mugabe (Zimbabwe). Notez l'absence des représentants du gouvernement du Zaïre aux deux sommets de Nairobi sensés trouver des solutions à la guerre dans ce pays !
- 17 décembre** : - la communauté internationale s'inquiète seulement du sort des réfugiés rwandais. L'ONU avance qu'environ 100.000 réfugiés hutus rwandais se seraient regroupés à Tingi-Tingi, près de Lubutu. Les Zaïrois se rendent enfin compte qu'ils sont abandonnés à eux-mêmes par la communauté internationale.
- 19 décembre** : - Mobutu nomme le Général Mahelé au poste de Chef d'État-Major Général des FAZ, en remplacement du Général Eluki, démis depuis le 19 novembre.
- 23 décembre** : - le Conseil de Sécurité de l'ONU met fin au mandat de la force multinationale au Zaïre.
- 25 décembre** : - Walikalé tombe entre les mains des rebelles de l'AFDL.
- 1997 :**
- 31.12.96-04.01.1997** : - Deuxième session de l'AFDL à Goma.
- 06 janvier** : - le Président de l'AFDL, M. André Ngandu Kisasé est assassiné dans le Parc National des Virunga, province du Kivu.
- le Président Moi rend visite au Président Mobutu à Gbadolite. Mobutu tente de le convaincre sur la nécessité d'envoyer une force multinationale au Zaïre.
- la France apporte un démenti sur l'éventuelle présence de ses militaires à Kisangani pour sauver le Président Mobutu.

- 08 janvier** : - une entreprise sud-africaine, la *Executive Outcomes*, dément avoir recruté des mercenaires pour aider Mobutu à combattre les rebelles de l'AFDL.
- l'AFDL affirme avoir arrêté les principaux chefs des Mai-Mai.
- 12 janvier** : - l'Ambassadeur des USA à Kinshasa accuse le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda d'agression contre le Zaïre.
- 16 janvier** : - le Porte-parole de l'AFDL, M. L.D. Kabila, confirme la mort du Président de l'Alliance, M. Ngandu Kisasé. Selon son communiqué, M. André Ngandu Kisasé serait tombé dans une embuscade. Selon certaines sources, le Président de l'AFDL aurait été éliminé par les soldats à la solde de L.D. Kabila dans le Parc des Virunga. Pour d'autres enfin, Ngandu Kisasé aurait été abattu par les troupes des Mai-Mai. Kabila prend la présidence de l'AFDL.
- 20 janvier** : - le Premier Ministre du Gouvernement de Kinshasa déclare avoir lancé une fulgurante contre-attaque pour reconquérir les villes sous contrôle des forces de l'AFDL. Cette déclaration s'est révélée une vaine gesticulation verbale du gouvernement de Kinshasa.
- 21 janvier** : - le Haut-Commandement Militaire des FAZ condamne à mort 14 militaires. Ce qui aura un effet dévastateur sur le moral des soldats dont la plupart refuseront de se battre et rendront les armes aux forces rebelles.
- 22 janvier** : - M. Mohamed Sahnoum est nommé représentant spécial de l'ONU et de l'OUA pour la région des Grands Lacs Africains.
- 29 janvier** : - Kinshasa utilise l'unique arme qui lui reste, à savoir la presse et les accusations dans les institutions internationales : il condamne l'invasion du Zaïre par 2000 militaires ougandais.
- 31 janvier** : - prise de Watsa par les troupes de l'AFDL.
- 03 février** : - contrôle de Kalemie par les forces de l'AFDL après reddition des troupes des FAZ.
- 04 février** : - la Tanzanie déclare avoir accueilli sur son sol, à Kigoma, plus de 40.000 réfugiés zaïrois.
- 05 février** : - Mobutu recherche à Rabat (Maroc) de l'aide militaire auprès de son ami, le roi Hassan II. Il rentrera mains vides à Kinshasa.
- 06 février** : - prise de Katshunga. Les réfugiés rwandais fuient le camp de Shabunda.
- 07 février** : - le personnel des agences humanitaires des camps de réfugiés rwandais de Lubutu et de Tingi-Tingi est rapatrié.
- 12-13 février** :- prise de la ville d'Isiro par les forces de l'AFDL.
- 17 février** : - un avion de l'armée de Mobutu bombarde la ville de Bukavu.
- 18 février** : - le Conseil de Sécurité de l'ONU propose un plan de paix en 5 points dont un cessez-le-feu immédiat, le retrait des mercenaires engagés par les parties, une conférence internationale sur la situation dans la région des Grands Lacs Africains et le respect de l'intégrité territoriale du Zaïre.
- 21 février** : - le HCR s'inquiète de la disparition de 190.000 réfugiés rwandais et 40.000 réfugiés burundais.
- 23 février** : - prise de Kalima par les forces de l'AFDL.
- 25 février** : - Le Président sud-africain Nelson Madiba Mandela reçoit à Pretoria un représentant et neveu du Président Mobutu, M. Gbanda Zambo ko Akayumba. Objectif : s'informer des exigences du gouvernement de Kinshasa face à l'avancée des rebelles de l'AFDL et préparer la rencontre entre les deux parties

- en conflits armés. Gbanda déclare à la presse internationale : «*Nous avons discuté sur la nécessité de discuter avec les rebelles !...*»
- 27 février** : - le Président de l'AFDL, L.D. Kabila rencontre, à Pretoria, le Président Nelson Madiba Mandela (République Sud-Africaine). Il voudrait négocier une sortie honorable à Mobutu. Le Président Mandela déclare à la presse internationale : «*...des progrès encourageants sont réalisés !*» Gbanda et Mandela parlent-ils le même langage ?
- 28 février-02 mars** : - prise de Kindu, capitale de la province du Maniema, par les forces de l'AFDL.
- 02 mars** : - prise de Nyunzu et Kabalo.
- 04 mars** : - prise de la ville minière de Manono.
- 05 mars** : - adoption d'un plan de paix en 5 points par le Conseil de Sécurité de l'ONU sur recommandation de M. Mohamed Sahnoun, représentant spécial de l'ONU et de l'OUA.
- 09 mars** : - prise de Moba.
- 15 mars** : - chute de la ville de Kisangani, dont l'occupation de certains quartiers avait été annoncée en décembre 1996.
- 19 mars** : - Sommet de Nairobi III : Mêmes invités qu'aux sommets précédents. On y rencontre en plus le Président Pascal Lissouba (Congo Brazzaville), M. Kengo wa Dondo, Premier Ministre du Zaïre et M. Mohamed Sahnoun, représentant spécial de l'ONU et de l'OUA.
- 23 mars** : - prise de Kasenga, dans le sud de la province du Katanga.
- 26-27 mars** : - Négociations (*Phase I*) entre les représentants de l'AFDL (Bizima, Ghenda) et ceux de Mobutu (Kamanda, Gbanda) à Lomé (Togo) lors d'un sommet de l'OUA. Sont présents : - les pays africains membres du Conseil de Sécurité de l'ONU ; - les pays de la région des Grands Lacs Africains ; - les pays voisins du Zaïre ; - les pays impliqués dans les résolutions de différents sommets de Nairobi ; - les pays membres de l'OUA ; - les représentants de la France et des États-Unis ; - le représentant spécial de l'ONU-OUA ; - le Secrétaire général de l'OUA. Ce dernier fait siéger la délégation de l'AFDL dans l'assemblée panafricaine contrairement aux statuts de l'OUA et prend position en sa faveur. Les Chefs d'État des autres pays le désavouent et le sommet se termine en queue de poisson. Malgré cet échec, ce sommet consacre la reconnaissance internationale de l'AFDL et de son chef.
- 31 mars** : - prise de l'importante base militaire de Kamina, province du Katanga.
- 02 avril** : - les belligérants déclarent s'engager à respecter le cessez-le-feu. Mais, leurs actes sur le terrain militaire ne suivent pas leurs paroles !
- 04 avril** : - prise de la ville minière de Luena.
- 05 avril** : - prise de la ville diamantifère de Mbuji-Mayi, capitale du Kasai-Oriental
- 06-07 avril** : - prise de la ville minière de Kipushi, suivie de celle de la ville cuprifère de Lubumbashi, capitale de la province du Katanga.
- 05-08 avril** : - Négociations (*Phase II*) entre les représentants de l'AFDL (Bizima, Ghenda, Kakudji) et ceux du régime moribond de Mobutu (Kamanda, Gbanda) à Bophuthatswana, puis à Pretoria (RSA) en présence du vice-Président Thabo Mbeki et Mohamed Sahnoun.
- 10 avril** : - prise de la ville minière de Likasi et Ubundu.

- 12 avril** : - prise de la ville de Kananga, capitale de la province du Kasai-Occidental.
- 13 avril** : - prise de la ville minière de Kolwezi (Province du Katanga).
- 20 avril** : - prise de Mweka (Kasai-Occidental) et de Boende (Province de l'Équateur).
- 23 avril** : - prise de Luebo, Ilebo et de la ville diamantifère de Tshikapa dans la province du Kasai-Occidental.
- 29 avril** : - prise de la ville de Kikwit (Province de Bandundu).
- Fin avril** :- M. Bill Clinton, Président des États-Unis d'Amérique, envoie son Ambassadeur auprès de l'ONU, M. Bill Richardson, remettre ses directives au Président Mobutu afin de débloquent les négociations entre l'AFDL et lui. Il est question du retrait du Président Mobutu de la vie politique active et d'accepter de rencontrer en tête à tête M. Kabila.
- 03-04 mai** : - Négociations (*Phase III*) sur l'*Outeniqua*, un bateau sud-africain accosté à Pointe-Noire (Congo Brazzaville) entre le Président de l'AFDL, Laurent-Désiré Kabila et le Président du Zaïre, le Maréchal Joseph-Désiré Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga, en présence du Président Nelson Mandela. Ces négociations échouent : Mobutu parle du *partage* de pouvoir, Kabila parle de la *reddition* de Mobutu et de son armée, Mandela fait la *cours aux enfants Mobutu* pour convaincre leur père de *partir* avec dignité. Kabila prend pitié et clôture la séance par la petite phrase du coup de grâce : « *Monsieur le Président, ce n'est pas avec vous (Mobutu) que j'ai un problème, c'est avec votre système* » !
- date officielle (04 mai) fixée par le Président de l'AFDL pour la cessation des hostilités sur le terrain militaire.
- 06 mai** : - Mme Emma Bonino accuse l'AFDL d'*avoir transformé l'Est du Zaïre en un véritable abattoir*. Elle qualifie ce carnage d'incompréhensible.
- 07-08 mai** : - Sommet des Chefs d'État de l'Afrique centrale à Libreville (Gabon). Mobutu demande à ses pairs des armes pour lutter contre l'armée de l'AFDL : « *Je demande la solidarité des pays de l'Afrique centrale... Les autres (Kabila et ses alliés) ont les Américains avec eux, moi je n'ai que vous* » ! Malgré cette triste déclaration d'impuissance, il ne reçut aucune aide à ce sommet qui, plutôt, lui suggéra de confier son pouvoir à Mgr Monsengwo, ex-Président du Haut-Conseil de la République-Parlement de Transition afin qu'il continue les négociations avec Kabila.
- 10-13 mai** : - prise de Mbandaka, chef-lieu de la province de l'Équateur (province d'origine du Président Mobutu). De nombreux réfugiés hutus rwandais et burundais qui avaient fui la province du Kivu sont froidement liquidés entre Wendji et Mbandaka par les Tutsis, alliés de Kabila.
- 14 mai** : - Négociations (*Phase IV*) à Pointe-Noire (Congo Brazzaville). Les Mobutistes sont présents avec la proposition de Libreville en poche. Kabila refusera de s'y présenter.
- 04-15 mai** : - les FAZ et les dignitaires du régime Mobutu fuient le pays en masse.
- 16 mai** : - les militaires de la *Division Spéciale Présidentielle* en déroute assassinent le Général Mahelé au Camp Tshatshi à Kinshasa-Ngaliema. Le Général Mahelé est accusé de trahison par la famille du Président Mobutu.
- 17 mai** : - entrée triomphale des *Kadogo* (enfants-soldats) dans la ville de Kinshasa, capitale du Zaïre.

- Le Président de l'AFDL, L.D. Kabila, s'autoproclame Président de la République Démocratique du Congo sur les cendres chaudes de la République du Zaïre. Il suspend toutes les institutions de l'État zaïrois défunt.
- L'ex-Président Mobutu quitte le pays sur la pointe des pieds par Gbadolite, son village, dans un avion détourné par sa garde pour le Togo.
- 22 mai** : - le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement de Salut Public, M. Kakudji, dément officiellement l'existence des massacres des réfugiés hutus à Mbandaka.
- 29 mai** : - prestation de serment du Président Kabila au Stade Kamanyola, fraîchement débaptisé *Stade des Martyrs*.
- naissance officielle de la Troisième République.
- 07 septembre** : - mort de l'ex-Président du Zaïre, le Maréchal Mobutu, dans son exil au Maroc.
- 17 octobre** : - le Gouvernement de Salut Public, sous la direction de son Président, inscrit la sécurité dans le pays comme cinquième priorité de son plan triennal. Négligence, ignorance ou sous-estimation des ambitions des alliés ?
- au courant du même mois, Kabila loue un avion qui ramène à Kigali (Rwanda) les réfugiés hutus ayant survécu au carnage à Kisangani.
- 25 novembre** : - arrestation de M. Z'Ahidi Ngoma, leader du parti Forces du Futur par les militaires de l'AFDL. Motif : violation de l'interdiction des activités des partis politiques dans le pays.
- au cours du même mois, M. Masasu Nindaga, Commandant des Forces armées de l'AFDL, est arrêté par les militaires de sa propre armée. Motif : trafic de drogue et de devises.
- 06 décembre** : - le pasteur protestant Théodore Ngoy est arrêté par les militaires de l'AFDL à Kinshasa. Motif : critique du pouvoir dans ses prédications.
- 10 décembre** : - arrestation de Diomi Ndongala Nzomambu dans sa résidence à Kinshasa par 40 militaires de l'AFDL. Motifs : constitution d'une milice pour renverser le Président Kabila, contact avec les dignitaires du régime Mobutu, notamment MM. Kengo et Mobutu Kongulu.
- 11 décembre** : - une bande armée formée de militaires de l'ancienne armée rwandaise (FAR) et de la milice extrémiste hutue *Interhamwe* tuent les réfugiés tutsis dans le camps de Mundende à Bukavu. Bilan : 800 morts, d'après le Président Kabila.

1998 :

- 03 janvier** : - remaniement ministériel du Gouvernement de Salut Public.
- 07 janvier** : - prestation de serment des Ministres et vice-Ministres du Gouvernement de Salut Public au Palais de la Nation à Kinshasa-Gombe. Ayant pris la parole à la fin de cette cérémonie, le Ministre de l'Intérieur, M. Gaëtan Kakudji va déclarer : « ...*Ce rôle* (mise en exécution des décisions du gouvernement) *nous entendons le jouer avec l'aide de la police et de la territoriale en assurant la sécurité des biens et des personnes. Et nous ne permettrons jamais que même un seul petit centimètre carré de notre territoire n'échappe à notre contrôle...Notre rôle est trilogique, à savoir : la loi, le droit et l'ordre* ». Les futurs actes de ce gouvernement vont démentir cette déclaration d'intention.

- 09 janvier** : - la Cour de Sûreté de l'État ouvre le procès de M. Matthieu Kalele-kabila (Professeur de l'Université de Lubumbashi). Motifs : complot pour renverser le régime Kabila, excitation de la population à s'armer contre l'autorité de l'État.
- 17 janvier** : - le Gouvernement de Salut Public du Président Kabila rappelle dans un compte-rendu officiel l'interdiction de toutes les activités des partis politiques au Congo.
- 24 janvier** : - ouverture à Kinshasa de la Conférence sur la Reconstruction Nationale. Seuls les membres de l'AFDL y sont invités.
- 13 février** : - le Président Kabila promet « *de raser tous ceux qui troublent l'ordre public* » lors de la cérémonie de clôture de la Conférence Nationale sur l'Administration Territoriale à Kinshasa.
- 12 mars** : - l'UNICEF (Genève) lance un appel pour réunir des fonds devant servir à la démobilisation de 18 000 *Kadogo* (enfants-soldats) de l'armée du Président Kabila dont l'âge varie entre 11 et 15 ans.
- **avril** : - M. Z'Ahidi Ngoma, Nindaga Masasu et d'autres prisonniers s'évadent de la prison de Buluwo prétendue de haute sécurité (sud de la province du Katanga).
- 15-16 mai** : - le Sommet sur la *Solidarité et le Développement* dans la sous-région des Grands Lacs Africains prévu à Kinshasa capote. Il est tout simplement annulé, les 16 chefs d'État africains invités (dont l'Ouganda, le Rwanda, l'Érythrée, l'Éthiopie, la République Centrafricaine, etc.) ont faussé compagnie au Président Kabila. Ils avaient trouvé d'autres occupations ailleurs. Suite à ce sabotage, les relations entre eux et le Président Kabila se sont vite détériorées.
- 17 mai** : - dans son allocution lors des festivités de l'an 1 de pouvoir sans partage, le Président Kabila déclare : « *Nous sommes très respectueux des droits de l'homme et nous ne sommes pas un pouvoir des criminels* ». En outre, il convie tous les Congolais qui sont à l'extérieur à revenir au pays pour s'atteler à la reconstruction nationale. Pendant ce temps, d'autres Congolais sont dans les prisons de l'AFDL, condamnés à mort pour des motifs fallacieux (cas Kalele, Kabanda, Olengha Nkoyi, etc.).

Références bibliographiques

1. Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1996-1997 (S. Marysse et F. Reyntjens, eds). Centre d'Étude de la Région des Grands Lacs d'Afrique. Éd. L'Harmattan, Paris. 342 p.
2. *Afrique Magazine*, n° 147, Octobre 1997.
3. Amnesty International : nombreux rapports sur la situation au Congo-Zaïre de 1996 à 1998.
4. Anonyme, 1996.- Zaïre. 1992-1996 - Chronique d'une Transition inachevée. Tables de concertation sur les droits humains au Zaïre. Collection Zaïre - Histoire et Société, dirigée par B. Verhaegen, Vol. 1 et 2. Éd. L'Harmattan, Paris
5. Association zaïroise pour la défense des droits de l'homme (AZADHO) : nombreux rapports et communiqués de presse de 1996 à 1998.
6. Bakajika Banjikila, Th., 1997.- Épuration ethnique en Afrique - Les «Kasaïens» (Katanga 1961-Shaba 1992). Éd. L'Harmattan, Paris.
7. *Bulletins de l'ACP* (Agence Congolaise de Presse).
8. Centre International des Droits de la Personne et du Développement démocratique (Montréal) et Association Africaine pour la défense des Droits de l'Homme en République Démocratique du Congo (Kinshasa), 1998.- Commission internationale non-gouvernementale sur les violations massives des droits humains en République Démocratique du Congo (ex-Zaïre) 1996-1997. Rapport, 116 p.
9. Collectif d'Actions pour le Développement des Droits de l'Homme : nombreux rapports de 1996 à 1997.
10. Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme : plusieurs rapports couvrant la période 1996-1997.
11. *Human Rights Watch/Africa* : plusieurs rapports couvrant la période 1996-1997.
12. *Jeune Afrique* (JA), n° 1930, Janvier 1998 ; n° 1959, Juillet-Août, 1998.
13. Kabuya Lumuna Sando, C., 1997.- Laurent-Désiré Kabila, La Démocratie et les Droits de l'Homme au Congo-Zaïre. Lettre ouverte. Éd. Secco, Kinshasa, Rép. Dém. Congo.
14. Kalonji Ditunga Mulopwé, A., 1991. Enregistrement vidéo de son témoignage lors de son intervention à la Conférence Nationale Souveraine, Palais du Peuple, Kinshasa.
15. Kamitatu, Cl., 1971.- La grande mystification du Congo-Kinshasa. Les crimes de Mobutu. Éd. Maspéro, Paris.
16. Kashamura, A., 1973.- Le témoignage d'un compagnon. In *J.A.* du 27 janvier 1973.
17. *La Référence Plus*, Quotidien de Kinshasa.
18. *L'Autre Afrique*, n° 56, Juillet 1998.
19. *Le Choc*, Quotidien de Kinshasa.
20. *Le Forum des As*, Quadrihebdomadaire d'informations générales de Kinshasa.
21. *Le Soft International*, Belgique
22. Paco Ignacio Taibo II, F. Escobar et F. Guerra, 1995.- L'année où nous n'étions nulle part : extrait du journal de Ernesto Ché Guevara en Afrique. Traduit de l'Espagnol par M. Hernandez et R. Solis. Ed. Métailié, Paris.

23. Stengers, J., 1989.- Congo : Mythes et réalités. Cent ans d'histoire. Éd. Duculot, Paris, Gembloux.
24. Tshibwabwa, S., 1996.- Les gestionnaires de la crise zairoise. Éd. CONGO-C.R.I.T.E.R.E., Kinshasa.
25. Umoja, Quotidien de Kinshasa.
26. Willame, J.C., 1990. - Patrice Lumumba. La crise congolaise revisitée. Éd. Karthala, Paris.
27. <http://ospiti.peacelink.it/bukavu/znews058.html>)

Éd. Congo-CRITERE-B. & Longeshà's

